

(N° 97)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 JANVIER 1924.

**Projet de loi relatif à la réglementation de la profession d'agent de change
et portant revision de l'article 63 du titre V du Code de commerce.**

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi ci-joint est, dans ses grandes lignes, la reproduction de celui que le Gouvernement a déposé sur le bureau de la Chambre des Représentants le 8 février 1921.

En 1913, M. CARTON DE WIART, alors Ministre de la Justice, avait chargé le Conseil de Législation d'élaborer un avant-projet de loi concernant la réglementation de la profession d'agent de change. La guerre a interrompu pendant près de cinq années les travaux du Conseil de Législation, dont le projet déposé le 8 février 1921 était le résultat. Ce projet donna lieu à certaines observations présentées par les agents de change exerçant près des Bourses de Bruxelles, Anvers, Gand et Liège. En ce qui concerne Bruxelles spécialement, un contre-projet fut rédigé par la Commission de la Bourse et par un Comité d'études institué par les agents de change. Ces différents documents furent soumis au Conseil de Législation qui, après nouvel examen de la question, décida en principe de maintenir son premier texte en apportant toutefois sur certains points des modifications de détail.

C'est ce texte ainsi modifié que le Gouvernement soumet actuellement à vos délibérations. Ce texte est accompagné du premier rapport du Conseil de Législation annexé au projet déposé en 1921, ainsi que du rapport complémentaire élaboré par ce Collège après qu'il eût pris connaissance des observations des agents de change de Bruxelles.

Le Gouvernement vous soumet le texte du projet tel qu'il est sorti des délibérations du Conseil de Législation; il se réserve de déposer éventuel-

lement, au cours des discussions, les amendements dont il jugerait utile de saisir la Chambre.

Le Gouvernement désirerait voir examiner ce projet par le Parlement dans un délai rapproché. Lors d'une récente interpellation au Sénat sur la crise des changes, différents orateurs ont mis en relief la nécessité de hâter le vote d'un projet de loi réglementant la profession d'agent de change.

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
G. THEUNIS.

Le Ministre de la Justice,
F. MASSON.

ANNEXE

Réglementation de la profession d'agent de change. Revision de l'article 63 du titre V du Code de Commerec.

RAPPORT.

LES BOURSES.

La Bourse est une institution d'intérêt général : sa création et son organisation doivent être l'œuvre, non des règlements locaux, mais de la loi.

Le projet de loi que nous avons élaboré, maintient les Bourses de fonds publics existantes de Bruxelles, Anvers, Gand et Liège. Il délimite leur ressort. Il permet au Roi de créer des Bourses nouvelles. L'initiative privée ne pourra pas établir des institutions similaires.

LA PROFESSION D'AGENT DE CHANGE.

L'Ordre des agents de change fonctionnant près d'une Bourse est investi de la personnalité juridique.

Pour mettre fin à des abus dont tout le monde depuis longtemps reconnaît la gravité, pour sauvegarder l'intérêt général, pour assainir et relever la Corporation des agents de change, l'exercice de la profession doit être subordonné à des garanties sérieuses. Les conditions d'indigénat, d'honorabilité, de capacité, inscrites au projet, ne soulèvent guère de controverses.

En ce qui concerne le ressort, l'agent doit être établi dans le ressort de la Bourse. Comme son activité professionnelle toute entière est soumise à l'autorité des pouvoirs disciplinaires institués au projet (Commission de la Bourse, Cour d'appel), l'agent ne peut être inscrit qu'à un seul tableau. Une inscription à plusieurs tableaux aurait des conséquences fâcheuses au point de vue de la discipline et créerait des conflits de juridiction.

Aucune question n'a été plus vivement discutée que celle du cautionnement. Les adversaires du cautionnement font remarquer que l'honnêteté n'est pas le monopole des gens aisés; qu'à moins d'être fort élevé, le cautionnement ne constitue pas une garantie matérielle sérieuse. D'autres répondent : que le jeune homme qui aura fait un stage sérieux et subi un examen d'admission n'éprouvera aucune difficulté à se procurer une somme de dix mille francs. Si tel n'est pas le cas, si le candidat ne trouve pas parmi ceux qui le connaissent une per-

sonne pour lui faire crédit, il ne peut pas prétendre à se faire déclarer digne de la confiance du public.

La pratique prouve, en outre, qu'une somme de dix mille francs suffit à couvrir la majorité des sinistres de bourses : ceux qui atteignent surtout la petite épargne. Le projet donne à la question une solution conciliant, à la fois, les partisans et les adversaires du cautionnement. Le projet impose en effet (art. 25) la liquidation obligatoire des opérations au comptant et des opérations à terme, par les soins de la Commission de la Bourse. Il est probable et désirable qu'aux fins de faire la liquidation au comptant, il soit créé, entre agents de change, une société de liquidation analogue à celle fonctionnant actuellement déjà au marché à terme. Tous les agents seront amenés à souscrire des titres de cette société. La souscription pourra être affectée au cautionnement, exigé par le projet : de cette façon, les inconvénients que d'aucuns trouvent à la constitution du cautionnement disparaissent.

Le candidat-agent de change devra être présenté par deux anciens agents, qui seront pécuniairement responsables pendant trois ans des engagements du nouvel agent, chacun à concurrence de 10.000 francs. Cette garantie, dont nous attendons les meilleurs effets, a été proposée par nos collègues-adjoints, agents de change.

La profession d'agent de change est déclarée incompatible avec l'exercice de toute autre profession. L'émission publique des titres, la gestion du service financier des institutions publiques et des sociétés sont interdites. En vue de garantir l'indépendance de la corporation et d'éviter que la loi ne soit éludée, il est interdit aussi de s'engager au service d'un commerçant ou d'une société commerciale et de faire, avec des tiers étrangers à la Corporation, des conventions de partage, de modération ou de remise du tarif de courtage. Aucune remise, aucune commission ne peut être accordée à des agents d'affaires ou à des solliciteurs d'affaires. Aucun rabais ne peut être consenti. Des conventions de cette nature sont licites entre les membres de la Corporation. Rien n'empêche non plus ceux-ci de créer des sociétés commerciales pour l'exercice de leur négoce.

En compensation de cette réglementation, la Corporation est investie d'un double privilège :

a) Monopole exclusif des ordres de bourse. Tout ordre de bourse doit être exécuté à la Bourse même et constaté à peine de nullité par un bordereau délivré par un agent de change.

Banquiers et agents de change ne doivent plus empiéter sur le terrain professionnel réservé normalement l'un à l'autre. Le projet de loi consacre une séparation des pouvoirs, cantonnant chacun dans sa sphère d'activité. Les opérations bancaires sont interdites aux agents de change ; par contre, les banques cesseront d'entrer en compétition avec les agents de change pour les ordres de bourse. L'intérêt général l'exige autant que l'intérêt de la Corporation des membres de la Bourse. Il est, en effet, d'intérêt général que tout ordre de bourse soit soumis à la loi de l'offre et de la demande, et soit porté en bourse, de façon à ce que la Cote officielle de la Bourse donne, non plus une esquisse fragmentaire, mais un tableau complet de l'état du marché d'une valeur,

b) Désormais, aucune maison de change ne pourra être ouverte, même par continuation d'une maison existante, que par des agents de change régulièrement inscrits au tableau d'une Bourse. Les maisons de change sont celles qui tiennent « boutique ouverte » de titres. Le commerce qui s'y fait échappe actuellement à toute réglementation. Ces maisons s'adressent souvent à une clientèle peu éclairée et de condition modeste. Les agissements de certaines de ces firmes ont donné lieu à de vives critiques : des titres ayant perdu toute valeur sont placés par leur intermédiaire : les prix des titres cotés diffèrent sensiblement des cours officiels.

On a vu des agents, rayés de la Bourse, continuer comme changeurs le commerce des fonds publics, peu de jours après leur expulsion.

En accordant le droit d'ouvrir des maisons de change aux seuls agents inscrits, sous réserve toutefois des situations acquises, le projet place le commerce de valeurs fait dans ces maisons, sous le contrôle des pouvoirs disciplinaires efficaces.

L'usurpation du titre d'agent de change, comme l'immixtion dans ses attributions légales, constituent des délits.

La Corporation des agents de change a pour organe la Commission de la Bourse nommée par elle. La Commission exerce sur ses membres le pouvoir disciplinaire, sous le contrôle du Procureur général et de la Cour d'appel.

LES OPÉRATIONS DE BOURSE.

I. — La Cote.

Considérée au point de vue de l'intérêt général, la réglementation de la profession d'agent de change a principalement pour objet d'amener un marché de fonds publics qui soit sain, honnête et dont les cotations soient sincères. Il faut que le public connaisse l'état réel du marché, que les intéressés qui ne peuvent opérer en Bourse que par l'intermédiaire de leurs agents de change, en possession d'un monopole, soient mis en état de contrôler les opérations de leurs mandataires.

Le projet, en vue de se rapprocher autant que possible de ce but, dispose :

La Cote est un acte authentique, son altération consciente est réprimée par le Code pénal. — Toutes les opérations faites y sont mentionnées, ainsi que toutes les offres, la quantité des titres traités aussi bien que les prix.

Aucun titre mentionné à la cote ne peut être vendu, par intermédiaire, ailleurs qu'en bourse. Les compensations en banque sont interdites. Le marché comprend donc l'ensemble du mouvement des échanges et la Cote qui révèle ses opérations donne entièrement et complètement l'indication du trafic des titres, ainsi que des offres ou demandes non satisfaites.

Toute opération conclue, toute offre donne lieu à un échange de bulletins entre agents. La confection de la Cote, d'après ces bulletins n'est plus qu'une question d'écriture et de calcul simples. Elle est confiée à un greffier aidé d'un personnel d'employés.

Pour garantir le caractère effectif des opérations, il est imposé que toutes se liquident, non plus d'agent à agent, mais par intermédiaire d'un Comité de liquidation, cela au comptant comme à terme. Ce Comité est réglementé par la Commission de la Bourse.

Ce procédé amène en fait la présentation, par chaque agent, des feuilles de liquidation, lesquelles permettent la recherche et la découverte des titres volés ou perdus, qui sont passés par la Bourse et facilitent le contrôle des droits fiscaux existants sur les opérations de Bourse. Un contrôle d'ensemble est, au surplus, déjà fourni par la Cote qui mentionne le nombre de titres prêtés et leurs prix.

II. — Le Comité de la Cote.

Lors de la discussion de la loi sur les sociétés de 1913, le Législateur a estimé devoir réprimer par des peines sévères la pratique dont les Chambres affirmaient l'existence, consistant à donner et à recevoir des rémunérations à l'occasion de l'admission de titres à la Cote. Dans le but d'atteindre le même abus, par une mesure préventive, notre projet établit à côté de la Commission de la Bourse, un Comité de la Cote, qui est chargé de l'inscription et de la radiation des titres à la Cote. La composition de ce Comité ne vise pas seulement, ni même principalement, à atteindre l'abus de corruption signalé à la Chambre et puni par la loi. Elle a pour but de permettre au monde des affaires de faire valoir son sentiment au sujet des inscriptions à la Cote. Le Comité est nommé à raison des deux cinquièmes par la Commission de la Bourse, à raison de trois cinquièmes par le Collège échevinal et le Ministre des Finances. De façon générale, les conditions d'admission des titres, actuellement en vigueur, sont maintenues. Le droit d'enquête du Comité est élargi, notamment, en ce qui concerne les frais de publicité et de commissions allouées ou promises en vue de l'émission. Cette disposition complète celle sur les prospectus insérée dans la loi de 1913.

III. — Greffe de la Bourse.

Chacune des Bourses de fonds publics doit avoir un Greffe qui fasse office de bureau de documentation et de contrôle des opérations de bourse, en faveur des agents et de leurs clients, dans les limites que le projet indique. Il n'y a actuellement nulle part, un établissement où soient concentrés tous les renseignements concernant les fonds publics; c'est une lacune grave que le projet veut combler. D'autre part, les agents de change ayant le monopole d'exécution des ordres de bourse, il a paru légitime de faciliter au public la vérification de la manière dont ils accomplissent leur mandat. Pour éviter que les agents de change n'abusent des ordres reçus pour réaliser les plus values à leur profit personnel, de nombreux spéculateurs non professionnels paient actuellement une patente qui leur permet de fréquenter la Bourse. Le projet rend cet agissement impraticable; il est juste qu'il multiplie les moyens de contrôle et de publicité.

EN RÉSUMÉ.

Dans son ensemble, notre projet cherche à améliorer le régime des Bourses de fonds publics par deux méthodes :

Amélioration du personnel des agents de change ;
Sincérité et publicité plus grandes des opérations à la Cote.

Les opérations à terme n'ont pas été envisagées. L'abus auquel elles donnent lieu, le jeu de Bourse, ayant fait l'objet d'un projet de loi soumis aux Chambres législatives, les rapporteurs ont estimé qu'il n'entrait pas dans leur mission de reprendre l'examen de cette question. Au surplus, le mécanisme même des opérations à terme, — à part l'usage abusif qui en est fait par les joueurs et qui fait l'objet du projet soumis aux Chambres — ne donne lieu à aucune critique.

Tel qu'il est ici formulé, notre avant-projet de loi sur la réglementation de la profession d'agent de change et des opérations de Bourse a obtenu après de longues et minutieuses discussions, l'assentiment unanime de la Commission technique et du Conseil de législation.

Projet de loi sur la réglementation de la profession d'agent de change.

Rapport complémentaire du Comité permanent du Conseil de Législation.

I. — Le Conseil de Législation a envisagé la question principalement au point de vue de l'intérêt public.

Il a pris en considération successivement l'intérêt de l'État, celui de la profession d'agent de change, celui des agents de change individuellement.

II. — Des groupes d'agents de change ayant à formuler un projet de réglementation de leur profession tiendront compte des mêmes intérêts, mais presque fatalement ils les rangeront dans l'ordre inverse, préoccupés avant tout de l'intérêt de leur profession, et parfois même ils seront spécialement attentifs aux intérêts individuels.

C'est ce que montrent, ou même expriment en termes formels, les études critiques des Comités de Liège, Gand, Anvers, Bruxelles.

Dès que les usages ou les intérêts des agents des quatre Bourses du pays, ne sont plus similaires, les études prennent l'aspect d'une polémique, parfois très agressive, entre opinions qui diffèrent jusqu'à exiger des solutions contradictoires, selon la Bourse que les agents représentent. C'est ainsi que le Comité de Liège accuse, avec précision de faits, la Bourse de Bruxelles de hausser la cote par l'usage du cours moyen que cette Bourse pratique et veut maintenir.

III. — Le Conseil de Législation a été assisté par des représentants très qualifiés de la Banque et de la Bourse. Ceux-ci ont pris une part effective à l'élaboration du projet dans son ensemble et dans la précision de chacune de ses dispositions.

La longue collaboration pendant de nombreuses séances avec les membres du Conseil de Législation avait amené un état d'esprit conciliant et supérieur au seul point de vue professionnel ou d'intérêt individuel et le projet, dans sa forme actuelle, fut admis à l'unanimité.

IV. — Des agents de change qui au lieu d'entendre l'exposé des questions par des hommes étrangers à la Bourse et préoccupés avant tout de l'intérêt général et des exigences de la moralité publique, sont exclusivement sous l'influence de leurs collègues, risquent fort d'accorder une importance illégitime à des protestations bruyantes de certains qui se croient personnellement menacés dans leurs errements.

Le sentiment, énoncé dans l'un des rapports, que le public est trop enclin à attribuer une conscience élastique aux gens de finance, fait craindre que le Conseil de Législation ne soit imbu d'hostilité à leur égard et fait découvrir dans le texte de son projet des motifs imaginaires de craindre.

V. — Le Conseil est loin de vouloir nuire aux agents de change et gens de finance. Il pense que leur activité est indispensable et doit être considérée par le public avec estime, donner un sentiment d'honnêteté et de sécurité. C'est pour que cette manière de voir soit justifiée, que le projet a cherché à entraver de façon absolue des abus qui, pratiqués par quelques-uns, nuisent à tous et tendent à déconsidérer la profession.

Dans l'intérêt des agents de change et du public, le Conseil a respecté des habitudes qu'il eût été plus agréable de ne pas rencontrer, tel le cours moyen. Quand elles ont été une cause d'abus, un remède précis est formulé. Si le remède à l'abus paraît gênant, il suffit de renoncer à l'habitude.

Les études critiques.

La lecture des rapports présentés par les agents de change concernant le projet du Conseil, fait distinguer trois espèces de critiques, contrepropositions, ou suppression de textes :

1° Celles qui concernent la méthode ;

2° Celles qui aboutissent à troubler le système de sécurité organisé par le projet, ou inaugurent un système différent, ou veulent la suppression, *du moins*, dans le texte de la loi elle-même, de dispositions qui ont pour objet de supprimer un abus déterminé grave ;

3° Celles qui sont en harmonie avec les dispositions essentielles du projet, ou du moins n'en entravent pas l'efficacité et proposent des dispositions que leurs auteurs, en gens de métier, estiment utiles, pratiques ou désirables, pour le maintien des habitudes professionnelles. Dans cette troisième catégorie de critiques, peuvent se ranger aussi les propositions accessoires ou de détail.

I. — En ce qui concerne la *Méthode A*, on estime que le projet devrait se borner à inscrire dans la loi des dispositions essentielles et de valeur permanente, laissant à des règlements le soin de l'accessoire.

C'est absolument ce que le Conseil a fait. Mais, selon le point de vue d'intérêt public ou de pratique professionnelle, le caractère que l'on attribue à une disposition essentielle devient accessoire ou l'inverse. Si le projet renvoyait à des règlements la solution des questions pour lesquelles la critique est la plus acerbe, la loi serait de peu d'utilité.

Cependant, une latitude très grande a été laissée au Comité de la Cote de chaque Bourse pour organiser l'application de la loi en rapport avec le genre d'affaires et les usages locaux. C'est ainsi notamment qu'aucun des usages locaux, n'est exclu dans le formulé des ordres ni de l'inscription à la Cote ; achat ou vente à prix ferme, au cours moyen, au mieux, avec ou sans limite.

B. — On a reproché au projet du Conseil de ne pas formuler de définition des termes : bourse, agent de change. Les définitions sont périlleuses en droit, elles ont été évitées à dessein, offrant dans l'espèce plus de danger que d'utilité. Une seule définition a été faite : celle de la Cote qui est utile au point de vue pénal pour affirmer le caractère d'acte authentique de ce document essentiel.

Le système de la sécurité.

II. --- Les agents de change, auteurs des rapports, voudraient rester maîtres de la Cote et du Greffe. Par contre, selon l'expression de l'un des groupes, ils « se mettent en bloc sous la dépendance du Ministre des Finances, leur chef naturel ». Des textes rédigent et détaillent les conséquences de l'application de ce principe.

Le Conseil estime qu'il serait funeste au suprême degré d'attribuer au Gouvernement une solidarité morale qui aboutirait à le rendre responsable, devant les Chambres et l'opinion, de faits de bourses auxquels il est étranger. Le projet du Conseil a nettement distingué la constatation des opérations dans la Cote et au Greffe, des opérations elles-mêmes. Il estime qu'il y a là une garantie de sécurité autant pour les agents que pour le public.

On objecte que le Greffier pourrait tout entraver en s'abstenant, en cas de désaccord avec les agents, d'accomplir sa mission. C'est là une objection spécieuse qui pourrait être faite à l'égard de tout fonctionnaire et notamment des greffiers des cours et tribunaux qui refuseraient une expédition de jugement ou d'arrêt. Le Code civil a été renforcé par des dispositions du code pénal pour établir les conséquences de pareil mauvais gré, au surplus, il a été pourvu à pareille éventualité, par les pouvoirs attribués au Commissaire du Gouvernement.

Le projet du Conseil organise un système d'exécution des contrats qui garantit que les achats, autant ceux faits par spéculation que ceux effectués en vue d'un placement, ont pour objet des réalités, que de même les offres sont effectives et n'ont pas pour seul but d'agir sur les cours sans opérer sur des titres.

Les agents de Bruxelles adoptent l'exigence de la réalité des opérations. Ils se proposent déjà de créer une société de liquidation au comptant et déclarent que cette institution est appelée à rendre les plus grands services.

A Anvers, d'autre part, on estime que les opérations en blanc offrent moins d'inconvénients qu'une manipulation de titres inutile, que les titres venant de l'étranger ne peuvent être livrés à temps, que les offres ne peuvent lier, fût-ce pendant vingt-quatre heures, à cause de l'imprévision des événements pendant cette durée de temps.

Il va de soi que là où la nature même d'une opération légitime empêche la livraison dans le délai normal, le règlement pourra stipuler un délai en rapport avec les nécessités d'une opération effective.

Quant aux offres et à leurs dangers, nul n'est contraint de les faire s'il les estime périlleuses et au surplus il peut les limiter à un nombre si minime de titres que le danger est illusoire, mais il est incorrect de faire coter une offre qui, n'engageant personne, fausse la cote.

On a protesté aussi, faiblement du reste, contre la mention du nombre de titres traités à chaque rubrique de la Cote, pour le motif qu'elle serait sans utilité pour le donneur d'ordre.

Cette mention est grandement utile au public, en faveur de qui elle est stipulée, pour lui permettre de connaître l'amplitude du marché et d'apprécier la consistance des affaires cotées. Il n'est pas indifférent que les cours cotés dans le

mois, ou les offres faites, concernent cinq titres ou en totalisent cinq cents. L'indication du nombre de titres traités rend plus difficile d'indiquer aux acheteurs comme transaction en bourse des opérations de contre partie et de simple écriture. Il n'est pas admissible non plus que lors du placement dans le public des titres d'une émission, une cotation journalière interprétée par une presse spéciale, fasse croire à l'existence d'un marché important qui n'existerait pas. Si les détenteurs de gros paquets de titres, à placer dans le public, veulent créer entre eux un mouvement important d'entraînement qui s'aperçoive à la Cote, rien ne les en empêchera, mais au moins le fisc aura-t-il sa part et le marché, bien qu'artificiel et de caractère provisoire aura l'importance constatée.

Le Ministre des Finances et les pouvoirs publics ont spécialement en ces temps-ci intérêt à pouvoir être instruits sur l'importance de chaque catégorie de valeurs, notamment de valeurs étrangères, qui intéressent les mouvements du change.

Des opérations réelles et non confondues avec les opérations en blanc, abstraites, une cote indiquant entièrement et sincèrement les transactions, ce sont là des exigences qui doivent être satisfaites par la loi elle-même.

Il ne suffit pas que la loi se borne à stipuler des exigences théoriques, il faut pour qu'elle soit efficace en matière de bourse financière, qu'elle organise des moyens de réalisation.

Les agents de change, dans leurs rapports et études critiques paraissent trop oublier qu'ils ne sont pas les seuls intéressés aux opérations de bourses. Ce n'est pas de leurs seules affaires qu'il s'agit, mais aussi de celles du public et de l'État dans lesquelles ils interviennent. Il est légitime et normal que ces intéressés là aussi soient représentés, le mieux possible, dans les organismes qui doivent veiller à l'exécution correcte de la loi.

C'est pourquoi le Conseil a institué un Comité de la Cote dont la composition n'est pas exclusivement constituée par des agents de change.

C'est pourquoi aussi il a maintenu l'institution d'un Commissaire du Gouvernement qui paraît ne plus rencontrer aucune hostilité après plusieurs années d'existence.

Son rôle de surveillance a été étendu par une mission précise consistant à garantir éventuellement le fonctionnement du mécanisme de la Bourse, en suppléant au besoin provisoirement à toutes abstention ou retard, pour quelque cause que ce soit, dans l'accomplissement des fonctions dont l'exécution en temps voulu est indispensable.

Désireux de maintenir les garanties que le projet procure pour diminuer des abus avérés, le Conseil ne peut apporter aucune modification ou suppression importante aux textes qui règlent les opérations de bourse. Une seule correction pourrait se faire à l'une des dispositions. L'article 20 stipulait :

« La Cote est dressée par les soins du Greffier de la bourse. »

Ce texte particulièrement attaqué, peut être supprimé. Il n'en résulte pas que les agents ou leur délégué deviennent seul maîtres de la Cote, mais le pouvoir prépondérant du greffier en ce qui concerne la constatation des cours, fait place à la nécessité d'un accord entre lui et le délégué de la Commission de la Bourse.

S'il devait arriver comme on en prévoit la possibilité, malgré le défaut d'intérêt du Greffier, que celui-ci refuse d'admettre certains cours, alors, en vertu d'une ajoute qui a été faite à l'article 18, le Commissaire du Gouvernement signerait ce jour là, au lieu et place des signataires, qui par suite de leur désaccord s'abstiendraient d'exercer en temps voulu leur fonction de consignataires de la Cote. Il agirait en qualité d'officier public. Les rapports critiques des agents de change ont signalé en ce qui concerne notamment l'admission à la Cote des stipulations qui sont pratiques et ne contrarient aucun intérêt. Mais précisément parce qu'elles ont ce caractère, le législateur peut en toute sécurité en abandonner le soin au règlement d'ordre intérieur, où leur accueil ne rencontrera aucune opposition.

Il suffit que la loi n'ait pas à attendre son efficacité d'un règlement inexistant au moment où la loi est votée.

Si le Conseil est empêché de rien modifier d'essentiel en ce qui concerne les textes visant à obtenir la correction et la sincérité des opérations, il peut s'inspirer de tous les désirs des agents de change relativement à l'organisation de leur profession, le principal obstacle sera le plus souvent le caractère contradictoire entre les désirs différents.

Malgré l'unanimité qui avait approuvé le projets après de longues discussions avec les représentants de la Bourse, certaines modifications désirées et précisées actuellement peuvent être apportées aux textes formant la première partie du projet et les dispositions transitoires.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 JANUARI 1924.

Ontwerp van wet tot regeling van het beroep van wisselagent en tot herziening van artikel 63 van titel V van het Wetboek van Koophandel.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Bijgaand wetsontwerp is, in zijne groote trekken, de herhaling van datgene, dat den 8 Februari 1921 door de Regeering bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers ingediend werd.

In 1913 had de heer CARTON DE WIART, toentertijde Minister van Justitie, den Raad van Wetgeving belast met het opmaken van een voorontwerp van wet betreffende de regeling van het beroep van wisselagent. Door den oorlog werden de werkzaamheden van den Raad van Wetgeving bijna vijf jaar lang onderbroken; zij hadden tot uitslag het op 8 Februari 1921 ingediende ontwerp, dat aanleiding gaf tot sommige opmerkingen van wege de wisselagenten bij de Beurzen van Brussel, Antwerpen, Gent en Luik. Wat inzonderheid Brussel aangaat, werd een tegenontwerp opgesteld door de Beurscommissie en door een Studiecomiteit, door de wisselagenten ingesteld. Die verschillende bescheiden werden dan onderworpen aan den Raad van Wetgeving, die, na nieuw onderzoek van de quæstie, besloot zijnen eersten tekst te handhaven, doch er op sommige punten evenwel geringe wijzigingen in te brengen.

Het is de aldus gewijzigde tekst die de Regeering nu aan uwe beraadslagingen voorlegt. Bij dien tekst gaat het eerste verslag van den Raad van Wetgeving, dat bij het ontwerp van 1921 gevoegd was, alsook het aanvullend verslag, door dat College, na kennisneming van de opmerkingen van de wisselagenten van Brussel, opgemaakt.

De Regeering onderwerpt U den tekst van het ontwerp zooals de beraadslagingen van den Raad van Wetgeving hem gemaakt hebben; zij behoudt zich voor, in den loop der besprekingen, gebeurlijk de amendementen in te dienen, welke zij zou nuttig achten bij de Kamer aanhangig te maken.

H

De Regeering verlangt dat dit ontwerp ten spoedigste door het Parlement onderzocht worde. Onlangs hebben verschillende sprekers, bij gelegenheid eener interpellatie in den Senaat nopens den wisselkoers, doen uitschijnen hoe hoog-noodig het is het stemmen over een ontwerp van wet tot regeling van het beroep van wisselagent te bespoedigen.

De Eerste Minister,
Minister van Financiën,
G. THEUNIS.

De Minister van Justitie,
F. MASSON.

BIJLAGE

Regeling van het beroep van wisselagent. Herziening van artikel 63 van Titel V van het Wetboek van Koophandel.

VERSLAG.

DE BEURZEN.

De beurs is eene instelling van openbaar nut : hare op- en inrichting moeten niet door plaatselijke reglementen maar door de wet geregeld worden.

Het door ons opgemaakte wetsontwerp handhaaft de te Brussel, Antwerpen, Gent en Luik bestaande Beurzen voor openbare fondsen. Het bepaalt de grenzen van haar gebied.

Het geeft den Koning het recht nieuwe beurzen op te richten. Dergelijke instellingen kunnen echter niet door het privaat initiatief worden gesticht.

HET BEROEP VAN WISSELAGENT.

De Orde van de bij eene beurs werkzaam zijnde wisselagenten geniet rechts-persoonlijkheid.

Om een einde te stellen aan de misbruiken, waarvan iedereen sedert lang het ernstig karakter erkent, om het algemeen belang te beschermen, om de Corporatie der wisselagenten op een meer gezonden grondslag in te richten en in aanzien te doen stijgen, is het noodig dat het beroep aan ernstige waarborgen onderworpen zij. Over de door het ontwerp geëischte voorwaarden van inboorlingschap, achtharheid, bevoegdheid is iedereen het eens.

Wat het gebied betreft, moet de wisselagent gevestigd zijn binnen het gebied der beurs.

Daar hij, bij het uitoefenen van zijn beroep, geheel onderworpen is aan het gezag van de door dit ontwerp ingestelde tuchtmachten (Commissie der Beurs, Hof van beroep) kan de agent slechts op ééne lijst ingeschreven zijn. De inschrijving op meerdere lijsten zou voor de tucht nadeelige gevolgen hebben en zou conflicten tussehen verschillende rechtsmachten in het leven roepen.

Geen enkel vraagstuk heeft aanleiding gegeven tot zoovele discussies als dat van den borgtocht. De tegenstanders ervan doen opmerken dat de eerlijkheid niet uitsluitend eene eigenschap is van goeden en dat de borgtocht, indien het bedrag er van niet zeer hoog is, geen degelijken stoffelijken waarborg biedt.

Anderen antwoorden dat de jonge man, die een degelijken proeftijd heeft gedaan en het toegangsexamen heeft afgelegd, zich zonder moeite eene som van tien duizend frank kan verschaffen. Is dit niet het geval, en vindt de kandidaat onder zijne kennissen niemand om hem krediet te verleen, dan kan hij er bezwaarlijk aanspraak op maken waardig te worden verklaard van het vertrouwen van het publiek.

Het is bovendien door de praktijk bewezen dat een bedrag van tien duizend frank voldoende is om de meeste beursbankroeten te dekken, n. l. diegene waarbij de spaarpenningen der kleine lui betrokken zijn. Het ontwerp geeft aan dit vraagstuk eene oplossing die tegelijk de voor- en tegenstanders van den borgtocht bevredigt.

Het ontwerp legt inderdaad (art. 25) de verplichte vereffening op, door de zorg der Beurscommissie, van de handelingen à contant en van de handelingen op termijn. Het is waarschijnlijk en ook wenschelijk dat er, met het oog op de vereffening à contant, tusschen de wisselagenten eene maatschappij tot vereffening worde opgericht, zooals die thans reeds voor de markt op termijn bestaat.

Alle agenten zullen op titels van deze maatschappij inschrijven.

Het bedrag der inschrijvingen kan tot den door het ontwerp vereischten borgtocht aangewend worden; op die wijze worden de bezwaren uit den weg geruimd die, volgens sommigen, aan het instellen van een borgtocht zijn verbonden.

De candidaat-wisselagent moet worden voorgesteld door twee wisselagenten van beroep, die gedurende drie jaar, elk tot een bedrag van tien duizend frank, verantwoordelijk zijn voor de door den nieuwen agent aangegane verbintenissen.

Deze waarborg, waarvan wij den besten uitslag verwachten, werd voorgesteld door de aan onzen raad toegevoegde collega's, die het beroep van wisselagent uitoefenen.

Krachtens het ontwerp is het beroep van wisselagent onvereinigbaar met de uitoefening van enig ander beroep. De openbare uitgifte van titels, het beheer van den financieelen dienst van openbare instellingen en van maatschappijen zijn den wisselagent verboden. Ten einde de onafhankelijkheid der corporatie te waarborgen en de ontduiking der wet te voorkomen, is het hem ook niet toegelaten zich ten dienste te stellen van een koopman of een maatschappij van koophandel, noch met derden, die aan de Corporatie vreemd zijn, overeenkomsten aan te gaan tot verdeeling, en vermindering van het makelaarsloon of tot het verleen van korting of hetzelfde. De wisselagenten mogen geen korting noch commissie verleen aan zaakwaarnemers of aan personen die vragen voor hen zaken te doen. Geenerlei afslag mag worden toegestaan. Dergelijke overeenkomsten zijn geoorloofd tusschen de leden der Corporatie. Niets belet trouwens dat deze, met het oog op hun handel, maatschappijen van koophandel oprichten.

Als vergoeding voor de bij dit reglement opgelegde verplichtingen geniet de Corporatie een dubbel voorrecht :

a) Uitsluitend monopolie der beursorders. Elk beursorder moet ter beurze

zelf uitgevoerd worden en moet, op straffe van nietigverklaring, uit een door wisselagent verstrekt bordereel blijken.

Bankiers en wisselagenten mogen voortaan niet meer buiten het beroeps-terrein gaan dat aan elk hunner is voorbehouden. In het ontwerp wordt de scheiding der bevoegdheden gehuldigd, waarbij ieder zich bij zijn werkkring moet bepalen. De bankoperaties worden den wisselagenten ontzegd; daarentegen mogen de banken aan de wisselagenten geen concurrentie meer aandoen voor het uitvoeren van beursorders.

Dit wordt, zoowel door het algemeen belang, als door dat der beursleden geëischt. Het algemeen belang eischt inderdaad dat elk beursorder aan de wet van vraag en aanbod onderworpen zij en derwijze ter beurze worde gebracht, dat de officiële beursnoteering niet slechts eene fragmentarische schets, maar een volledig beeld geve van den markttoestand eener waarde.

b) Voortaan mag geen wisselkantoor, zelfs niet als voortzetting van een bestaand huis, geopend worden dan door wisselagenten die regelmatig op de lijst eener Beurs zijn ingeschreven.

Wisselkantoren zijn diegene die een « open winkel » houden van titels. De handel die er gedreven wordt ontsnapt tegenwoordig aan elke regeling. Die huizen richten zich vaak tot eene onvoldoend ingelichte en weinig begoede cliënteel.

De handelwijze van sommige firma's hebben aanleiding gegeven tot heftige kritiek: titels die alle waarde hebben verloren worden door hunne tussenkomst geplaatst; de prijs der genoteerde titels verschilt merkkelijk van de officiële koersen.

Het is gebeurd dat wisselagenten die van de lijst der Beurs werden geschrapt, enkele dagen na hunne uitzetting, als wisselaars den handel in openbare fondsen voortzetten.

Doordat het alleen aan de ingeschreven agenten het recht geeft wisselkantoren te openen — onder voorbehoud der verworven rechten — stelt het ontwerp den in die huizen gedreven handel in waarden onder het afdoend toezicht der tuchtmacht.

Het zich onrechtmatig toeëigenen van den titel van wisselagent, evenals het ingrijpen in deszelfs bevoegdheden, geldt als wanbedrijf.

De corporatie der wisselagenten heeft als orgaan de door haar benoemde commissie der Beurs.

Die commissie oefent de tuchtmacht uit over hare leden onder controle van den procureur generaal en het Hof van beroep.

BEURSOPERATIES.

I. — De Beursnoteering.

Van uit een standpunt van algemeen nut beschouwd, heeft de regeling van het beroep van wisselagent voornamelijk ten doel eene markt van openbare fondsen tot stand te brengen, die normaal en eerlijk zij en waarvan de noteringen onvervalscht zijn. Het publiek dient den werkelijken stand der markt te

kennen; de belanghebbenden, die slechts door tusschenkomst hunner wissel-agenten, welke het monopolie bezitten, operaties ter beurse kunnen uitvoeren, dienen in staat gesteld om die operaties hunner gemachtigden te controleren.

Ten einde zooveel mogelijk dit doel te benaderen, bevat het ontwerp de volgende bepalingen :

De Beursnoteering is eene authentieke akte; hare bewuste vervalsching wordt door het Strafwetboek betengeld. Elke gedane operatie wordt erin vermeld, alsmede elk aanbod, het aantal verhandelde titels, evenals de prijzen.

Geen enkel titel, die op de Beursnoteering voorkomt, mag, door tusschenkomst, nergens dan ter Beurse worden verkocht.

De bankvereffeningen zijn verboden. De markt omvat dus den gezamenlijken gang der handelingen en de Beursnoteering, die de operaties bekend maakt, geeft de algeheele en volledige opgave van de verhandeling der titels alsmede van de aanbiedingen en vragen die zonder gevolg bleven.

De agenten overhandigen elkaar een bulletijn voor elke afgesloten handeling en elk aanbod. Het opmaken der Beursnoteering aan de hand van die bulletijnen is dus nog slechts eene kwestie van eenvoudige boekhouding en berekening.

Dit werk is toevertrouwd aan een griffier, bijgestaan door een personeel van bedienden.

Als waarborg voor de wezenlijkheid der operaties, wordt voorgeschreven dat zij allen dienen vereffend, niet meer van agent tot agent, maar door tusschenkomst van een Comiteit voor vereffening, zoowel voor de zaken à contant als voor die op termijn.

Het reglement van dit Comiteit wordt vastgesteld door de Commissie van de Beurs.

Op die wijze is elk agent feitelijk verplicht het vereffeningsbulletijn voor te leggen, dat het opsporen en ontdekken van de ter Beurse verhandelde gestolen of verloren titels mogelijk maakt en de controle der op de Beursoperaties bestaande belastingsrechten vergemakkelijkt.

Eene wijze van controle over het geheel wordt bovendien reeds aan de hand gedaan door de beursnoteering, die het aantal en de prijzen der geleende titels vermeldt.

II. — Het Comiteit der Beursnoteering.

Bij de bespreking van de wet van 1913 op de maatschappijen heeft de wetgever gemeend door strenge straffen de handelwijze te moeten beteugelen, waarop door de Kamers werd gewezen en bestaande in het geven en aanvaarden van vergoedingen naar aanleiding van het opnemen van titels in Beursnoteering. Ten einde dit misbruik door een preventieven maatregel te bestrijden, voorziet ons ontwerp de instelling, naast de Commissie van de Beurs, van een Comiteit der Beursnoteering, dat belast is de titels op te nemen in de Beursnoteering of daarvan te schrappen.

Door het oprichten van dit Comiteit wordt niet alleen en in de eerste plaats de bestrijding beoogd van het misbruik der omkoopings, waarop in de Kamer werd gewezen en dat bij de wet wordt gestraft.

Het beoogde doel is : de zakenwereld in de gelegenheid stellen zijne meening te doen kennen aangaande de inschrijvingen ter Beursnotering. Het Comité wordt benoemd voor de 2/3 door de Commissie der Beurs, en voor de 3/5 door het schepencollege en den Minister van Financiën. Over het algemeen blijven de thans voor het aannemen der titels geldende voorwaarden behouden. Het recht van het Comité om een onderzoek in te stellen wordt uitgebreid, namelijk voor wat betreft de kosten van bekendmaking en van de met het oog op het uitgeven van titels verleende of toegezegde commissieloonen.

Die beschikking vult de bepaling op de prospectussen aan, ingelascht in de wet van 1913.

III. — Griffie der Beurs,

Aan elke Beurs voor openbare fondsen moet een Griffie verbonden zijn, die, ten behoeve der agenten en hunner klanten en binnen de door het ontwerp aangegeven grenzen, dienst doet als bureel voor inlichting en van toezicht in zake beursoperaties. Er bestaat thans nergens eene inrichting waar alle inlichtingen betreffende de openbare fondsen verzameld worden. Dit is eene groote leemte; daarin wil het ontwerp voorzien. Daar de wisselagenten het monopolie bezitten van de uitvoering der beursorders, is het, ten anderen, billijk gebleken het publiek beter in de gelegenheid te stellen om na te gaan op welke wijze zij zich van hunne opdracht kwijten. Om te voorkomen dat de wisselagenten misbruik maken van de hun toevertrouwde orders om te hunnen bate hoogere winsten te behalen, betalen thans talrijke personen, die geen beroepsspeculateurs zijn, een patent welke hun toegangsrecht tot de Beurs geeft. Het ontwerp maakt die handelwijze onmogelijk; het is dan ook billijk dat het een grooter aantal controle- en publiciteitsmiddelen voorziet.

SAMENVATTING.

In zijn geheel beoogt ons ontwerp de verbetering van het stelsel der beursen voor openbare fondsen door twee methoden :

Verbetering van het personeel der wisselagenten ;

Echtheid en ruimere bekendmaking der operaties en van derzelver vaststelling in de Beursnotering.

De operaties op termijn bleven buiten beschouwingen. Daar het beursspel het misbruik waartoe zij aanleiding geven, behandeld wordt in een wetsontwerp dat der Wetgevende Kamers is voorgelegd, hebben de verslaggevers gemeend dat het opnieuw onderzoeken van dit vraagstuk geen deel uitmaakte van hunne opdracht. Bovendien geeft de werking zelve van de operaties op termijn — afgezien het misbruik dat de spelers ervan maken en dat behandeld wordt in het ontwerp dat der Kamers is voorgelegd — geen aanleiding tot bezwaar.

Zooals het thans luidt, heeft ons voorontwerp van wet op de regeling van het beroep van wisselagent en de Beursoperaties, na lange en grondige besprekingen, de algemeene goedkeuring verworven van de technische Commissie en van den Raad voor wetgeving.

Ontwerp van wet tot regeling van het beroep van wisselagent.

Aanvullend verslag van het Bestendig Comité van den Raad van Wetgeving.

I. — De Raad van Wetgeving heeft de zaak hoofdzakelijk beschouwd met het oog op het openbaar belang.

Hij heeft achtereenvolgens het belang van den Staat, dat van het beroep van wisselagent, dat van de wisselagenten ieder in 't bijzonder, in aanmerking genomen.

II. — Groepen wisselagenten, belast met het opmaken van een ontwerp tot regeling van hun beroep, zullen met dezelfde belangen rekening houden, maar eerst en vooral bekommerd om het belang van hun beroep, zullen zij ze onvermijdelijk in de omgekeerde orde rangschikken, en zullen zelfs soms hoofdzakelijk met hunne persoonlijke belangen te rade gaan.

Zulks blijkt, ja soms in uitdrukkelijke termen, uit de critische studiën der Comitéten van Luik, Gent, Antwerpen en Brussel.

Zoodra de gebruiken of de belangen der agenten der vier Beurzen en van het land niet meer gelijk loopen, zien de studiën er uit als eene, soms heel kribbige polemiek tusschen zienswijzen die in zooverre verschillen dat tegenstrijdige oplossingen gevraagd worden, volgens de Beurs welke de agenten vertegenwoordigen. Zoo bijvoorbeeld beschuldigt het Comité van Luik, met nadere opgave van feiten, de Beurs van Brussel de noteeringen op te drijven door het gebruiken van den gemiddelden koers welke aldaar toegepast wordt en waarvan de handhaving gevraagd wordt.

III. — De Raad van Wetgeving werd bijgestaan door zeer bevoegde vertegenwoordigers van het Bankwezen en van de Beurs. Zij hadden een werkzaam aandeel aan het opmaken van het ontwerp in zijn geheel en aan het verduidelijken van elk zijner bepalingen. De lange medewerking, gedurende ettelijke zittingen, met de leden van den Raad van Wetgeving had eenen verzoeningsgezinden geest te weeg gebracht die boven het bedrijfsbelang of het persoonlijk belang stond en het ontwerp werd dan in zijnen huidigen vorm, met eenparigheid van stemmen aangenomen.

IV. — Wisselagenten die, in stede van de niteenzetting van het vraagstuk te aanhooren door aan de Beurs vreemde mannen die eerst en vooral het algemeen belang en de vereischten der openbare zedelijkheid op 't oog hebben, uitsluitend den invloed ondergaan van hunne ambtgenooten, loopen gevaar een onverdiend belang te hechten aan de luidruchtige protesten van sommigen die zich persoonlijk bedreigd achten in hunne gewone wijze van doen.

Het gevoel, waarvan sprake in een der verslagen, dat het publiek al te zeer geneigd is aan de tot de financiewereld behorende personen een niet al te

nauwgezet geweten toe te schrijven, doet vreezen dat de raad van wetgeving te hunnen opzichte vijandig gestemd weze en doet in den tekst van het ontwerp denkbeeldige redenen tot angst ontdekken.

V. — De Raad wil den wisselagenten en financie mannen hoegenaamd geen nadeel berokkenen. Hij denkt dat hunne bedrijvigheid onontbeerlijk is en de aching van het publiek moet wegdragen en een gevoel van eerlijkheid en veiligheid moet opwekken. Ten einde dergelijke zienswijze te rechtvaardigen heeft het ontwerp dan ook getracht de misbruiken uit te roeien die, door sommigen gepleegd, aan allen schade berokkenen en de faam van het bedrijf doen tanen.

In het belang van de wisselagenten en van het publiek heeft de Raad gewoonen geëerbiedigd welke het aangenamer geweest ware niet aan te treffen, zooals de gemiddelde koers. Wanneer zij tot misbruiken aanleiding gegeven hebben, wordt een middel om er in te verhelpen voorgesteld. Blijkt het middel hinderlijk, zoo volstaat het van de gewoonte af te zien.

De critische studiën.

Bij het lezen van de verslagen der wisselagenten nopens het ontwerp van den Raad kan men drieërlei critieken, tegenvoorstellen of intrekkingen van teksten, onderscheiden :

1° Diegene welke de methode betreffen ;

2° Diegene welke er toe leiden het bij het ontwerp ingerichte veiligheidsstelsel te storen, welke een verschillend stelsel invoeren of welke de beschikkingen tot afschaffing van een ernstig bepaald misbruik willen weglaten, ten minste uit den tekst der wet zelve.

3° Diegene welke overeenstemmen met de hoofdbepalingen van het ontwerp of die de doeltreffendheid er van ten minste niet belemmeren en die beschikkingen voorstaan, waarvan de schrijvers, als vaklieden, denken dat zij voor het behouden der beroepsgewoonten nuttig, praktisch of wenschelijk zijn. In deze derde categorie kunnen ook de voorstellen van nevens- of van ondergeschikt belang gerangschikt worden.

I. — Wat de *Methode* betreft : A. Men meent dat het ontwerp er zich zou moeten bij bepalen in de wet schikkingen van hoofdzakelijken aard en met blijvende waarde te geven, daarbij de zorg voor bijzaken aan reglementen overlatend.

Het is juist dat wat de Raad gedaan heeft. Maar volgens men uitgaat van het standpunt van algemeen belang of van beroepspractijk, wordt eene hoofdbepaling bijzaak of doet zich het tegenovergestelde voor. De wet zou weinig of niets baten, indien het ontwerp voor de oplossing van de quaesties, waarvoor de critiek het bijtendst is, naar reglementen zou verwijzen.

Nochtans werd aan het Comité der noteering van elke Beurs groote bewegingsvrijheid geschonken om de toepassing der wet in verband met den aard der

zaken en met de plaatselijke gebruiken in te richten. Aldus wordt onder andere bij het opstellen der orders noch bij het inschrijven op de noteering geen enkel plaatselijk gebruik uitgesloten : koop of verkoop tegen vasten prijs, tegen den gemiddelden koers, op 't voordeeligste, met of zonder hoogste of laagste sommen.

B. — Men heeft op het ontwerp van den Raad weten te verwijten dat het geene bepalingen geeft voor de termen : beurs, wisselagent. In rechtszaken zijn bepalingen gevaarlijk; zij werden met opzet ter zijde gelaten, omdat zij hier meer gevaar dan nut opleverden. Een enkele bepaling werd gegeven : deze voor de noteering, die uit strafrechtelijk oogpunt nuttig is om het wezen van authentieke akte van dit gewichtig bescheid te bevestigen.

II. — *Veiligheidssstelsel.*

De wisselagenten, die de verslagen opstelden, zouden willen meester blijven van de Noteering en van de Griffie. Daar tegenover komt dat zij, om de uitdrukking van een der groepen te bezigen, « zich samen afhankelijk stellen van den Minister van Financiën, hun echt hoofd. » De gevolgen van het toepassen van dat beginsel worden onder teksten gebracht.

De Raad acht het allernoodlottigst de Regeering eene zedelijke solidariteit te verleenen die er toe zou leiden haar vóór de Kamers en vóór de openbare meening aansprakelijk te stellen voor beursfeiten, waarmede zij geen uitstaan heeft. In het ontwerp van den Raad wordt een duidelijk verschil gemaakt tusschen de vaststelling van de verrichtingen in de noteering en ter griffie en de verrichtingen zelve. De Raad meent dat zulks, zoowel voor de agenten als voor het publiek, eenen waarborg van veiligheid meebrengt.

Als zwaarigheid wordt aangevoerd dat de Griffier alles zou kunnen belemmeren met zich, in geval van oneenigheid met de agenten, er van te onthouden zijne opdracht te vervullen. Dat is maar een gezocht voorwendsel, dat ook kon bijgehaald worden voor alle ambtenaars en namelijk de griffiers der hoven en rechtbanken die weigeren zouden een afschrift van een vonnis of van een arrest uit te reiken. Het Burgerlijk Wetboek is versterkt geworden met de bepalingen van het Strafwetboek om de gevolgen van dergelijken slechten wil vast te stellen; in die gebeurlijkheid werd daarenboven voorzien door de bevoegdheden aan den Regeeringscommissaris verleend.

Het ontwerp van den Raad voorziet de inrichting van een stelsel tot uitvoering der contracten, om te waarborgen dat de aankopen, zoowel die uit speculatie als die met het oog op eene belegging, werkelijkheid zijn en eveneens dat de aanbiedingen wezenlijk zijn en niet tot enig doel hebben de koersen te beïnvloeden zonder met titels te werken.

De agenten van Brussel stemmen in met den eisch van werkelijkheid voor de verrichtingen. Zij zijn reeds zinnens eene vennootschap van vereffening a contant tot stand te brengen en verklaren dat zulke inrichting geroepen is de grootste diensten te bewijzen.

Anderzijds is men te Antwerpen de meening toegedaan dat de verrichtingen zonder dekking minder bezwaar opleveren dan een noodeloos hanteeren van titels, dat de titels uit het buitenland niet bijtijds kunnen geleverd worden, dat de aanbiedingen niet zonder mogen binden, zelfs geen etmaal lang, wijl de gebeurtenissen niet eens zooveel op voorhand te voorzien zijn.

Waar de aard zelve eener wettige verrichting het leveren binnen het gewone tijdsbestek belet hoeft het wel nauwelijks gezegd dat een termijn in verhouding tot de noodwendigheden eener werkelijke verhandeling bij het reglement zal kunnen bepaald worden.

Wat nu de aanbiedingen en de gevaren daarvan betreft, zij hier opgemerkt dat niemand verplicht is ze te doen indien hij ze gevaarlijk acht en dat hij ze daarenboven tot een zoo gering aantal titels kan beperken dat het gevaar slechts enkel in schijn meer bestaat, maar dat het niet onberispelijk is een aanbod, dat niemand verbindt en daardoor den koers verdraait, te doen noteeren.

Men is ook opgekomen, maar slapjes overigens, tegen het vermelden voor elke rubriek der noteering, van het aantal verhandelde titels, om reden dat zulks geen nut zou vertoonen voor hem die een order gaf. Die vermelding is integendeel hoogst nuttig voor het publiek, te wiens behoefte zij voorgeschreven werd, opdat het den omvang der verhandelingen kennen zou en weten over welke hoeveelheden de noteeringen loopen. Het is niet eenerlei of het vijf ofwel vijfhonderd titels die op eene maand tijds genoteerd of aangeboden werden. De aanduiding van het aantal verhandelde titels maakt het lastiger de verrichtingen in contremine, die slechts op papier bestaan, bij de koopers als beursbewerkingen te doen doorgaan. Het mag evenmin gebeuren dat, wanneer titels eener uitgifte onder het publiek gebracht worden, eene dagelijksche opname in de noteering, door eene bijzondere pers toegelicht, gelooven doe aan eenen belangrijken handel, die niet bestaat. Niets kan beletten dat de houders van tal van af te zetten titels onderling een druk en meeslepend verkeer beginnen, maar dan zal ten minste 's Rijks kas haar deel krijgen en zal de handel, al is hij kunstmatig en maar voorloopig, toch het vastgestelde belang hebben.

Bijzonder in dezen tijd is het voor den Minister van Financiën en voor de openbare machten van gewicht te kunnen ingelicht worden over het belang van elke categorie waarden, namelijk buitenlandsche waarden, die de schommelingen der valuta kunnen beïnvloeden. Werkelijke verrichtingen, niet te verwarren met abstracte verrichtingen zonder dekking, eene noteering met volledige en oprechte aanduiding der verhandelingen, ziedaar vereischten waaraan bij de wet zelve moet voldaan worden.

Niet verder gaan dan het opsommen van theoretische vereischten is voor de wet niet voldoende; opdat zij in zake financiebeurs doel treffe, moet zij middelen ter verwezenlijking inrichten. In hunne verslagen en critische studiën schijnen de wisselagenten maar al te fel te vergeten dat niet zij alleen bij de beursverrichtingen belang hebben. Het gaat immers niet enkel en alleen om hunne zaken, doch ook om die van publiek en Staat, waarin zij tussekomen. Het is wettig en normaal dat die betrokkenen zoo goed mogelijk vertegenwoordigd wezen in de organismen die op de nauwgezette uitvoering der wet moeten letten.

Daarom heeft de Raad een Comiteit der Beursnoteering ingesteld, dat niet nitsluitend uit wisselagenten samengesteld is.

Daarom ook handhaaft hij de instelling van eenen Regeeringscommissaris, welke na verschillende jaren van bestaan op geene vijandschap meer schijnt te stooten.

Zijne taak om toezicht uit te oefenen werd met eene nader bepaalde opdracht uitgebreid bestaande in het gebeurlijk waarborgen van het mechanisme der Beurs, door desnoods voorloopig te voorzien in alle verzuim of vertraging, om eenigerlei reden, in het verrichten der functiën waarvan het uitoefenen te gereeder tijde onontbeerlijk is.

Beziel met het verlangen de waarborgen te handhaven welke het ontwerp verschaft om de erkende misbruiken te verminderen, kan de Raad geene belangrijke wijzigingen aanbrengen in de teksten die de beursverrichtingen regelen of er iets gewichtigs van intrekken. Een enkele bepaling zou kunnen veranderd worden. Artikel 20 bepaalde : « De Beursnoteering wordt opgemaakt door den Griffier der Beurs ». Deze, inzonderheid bestreden tekst, kan ingetrokken worden.

Daaruit volgt niet dat de wisselagenten of hunne afgevaardigden alleen meester der Beursnoteering worden, maar de overwegende bevoegdheid van den griffier wat betreft het vaststellen der koersen, ruimt de plaats voor de noodzakelijkheid eener overeenkomst tusschen hem en den afgevaardigde der Beurscommissie. Moest het gebeuren, zooals de mogelijkheid er van te voorzien is, dat de Griffier, niettegenstaande hij er geen belang bij heeft, moest weigeren sommige koersen toe te laten, alsdan zou de Regeeringscommissaris, krachtens een toevoegsel aan artikel 18, dien dag teekenen in de plaats van de onderteekenaars die, ingevolge oneenigheid onder hen, niet te gereeder tijde hunne functie van medeonderteekenaars zouden uitoefenen. Hij zou optreden in de hoedanigheid van openbaar ambtenaar. De critische verslagen der wisselagenten hebben, wat namelijk het opnemen in de Beursnoteering betreft, practische bepalingen aangestipt die tegen geen enkel belang ingaan. Maar juist omdat zij dat karakter bezitten mag de wetgever er gerust de zorg van overlaten aan het reglement van inwendige orde, waar hunne opneming op geen verzet zal stuiten.

Het volstaat dat doeltreffendheid der wet niet afhangt van een reglement dat nog niet bestaat op het oogenblik dat de wet aangenomen wordt.

Zoo de Raad geen belangrijke wijzigingen kan aanbrengen in de teksten welke er naar streven eerlijkheid en oprechtheid in de verrichtingen te bekomen, zoo kan hij echter te rade gaan met al de wenschen der wisselagenten betreffende de inrichting van hun beroep; doch hier ook rijzen hinderpalen, waarvan de voornameste bestaat in het tegenstrijdig karakter der uitgebrachte wenschen.

Niettegenstaande het ontwerp, na langdurige besprekingen met de vertegenwoordigers der beurs, met eenparigheid van stemmen aangenomen werd, mogen er sommige thans verlangde en nader bepaalde wijzigingen aangebracht worden in de teksten welke het eerste deel van het ontwerp en de overgangsbepalingen uitmaken.

ANNEXE AU N° 97.**BIJLAGE VAN N° 97.**

Projet de loi relatif à la réglementation
de la profession d'agent de change
et portant revision de l'article 63
du Titre V du Code de commerce

Wetsontwerp tot regeling van het
beroep van wisselagent en tot her-
ziening van artikel 63 van titel V
van het Wetboek van Koophandel.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier
Ministre, Ministre des Finances, et de
Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Finances et de la
Justice sont chargés de présenter en
Notre Nom, aux Chambres législatives,
le projet de loi dont la teneur suit :

SECTION I.

Des agents de change.

ARTICLE PREMIER.

Il y a dans chacune des Bourses de
fonds publics d'Anvers, Bruxelles, Gand
et Liège, un tableau des agents de change.

Le Roi peut aussi établir des tableaux
d'agents de change dans d'autres com-
munes.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Eersten
Minister, Minister van Financiën, en
van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Financiën en van
Justitie zijn gelast, in Onzen Naam,
bij de Wetgevende Kamers het wets-
ontwerp aan te bieden, waarvan de
inhoud volgt :

EERSTE AFDEELING.

Wisselagenten.

EERSTE ARTIKEL.

In elke der beurzen voor openbare
fondsen te Antwerpen, Brussel, Gent
en Luik, bestaat een lijst der wissel-
agenten.

De Koning kan beslissen dat ook in
andere gemeenten lijsten van wissel-
agenten aangelegd worden.

ART. 2.

Pour être inscrit et maintenu au tableau d'agents de change il faut :

1° Être Belge; si l'agent agit en qualité d'administrateur ou de gérant d'une maison de change organisée en société, il faut, en outre, que la majorité des capitaux sociaux appartienne à des Belges, que la société ait été constituée sous l'empire des lois belges et qu'elle ait son principal établissement en Belgique.

Toutefois, des dérogations à ces règles peuvent être admises par la Commission de la Bourse, statuant à la majorité des deux tiers des membres en fonction, en faveur, soit d'étrangers, soit de sociétés dans lesquelles les Belges ne possèdent pas la majorité du capital social;

2° Avoir l'exercice de tous les droits civils. Sont exclus les faillis non réhabilités; ceux qui ont fait cession de leurs biens ou ont laissé des engagements de bourse en souffrance;

3° Être âgé de 25 ans accomplis.

Toutefois, celui qui continuera la firme d'un agent inscrit pourra être admis à partir de l'âge de 21 ans;

4° Justifier de l'accomplissement régulier d'un stage de trois années;

5° Avoir subi avec succès un examen professionnel devant un jury composé de deux agents de change désignés par la Commission de la Bourse, de deux membres non agents de change désignés par le Tribunal de Commerce et

ART. 2.

Om ingeschreven te worden en vermeld te blijven op de lijst der wisselagenten, moet men :

1° Belg zijn; indien de agent optreedt als beheerder of zaakvoerder eener als vennootschap ingerichte wisselzaak, is het bovendien noodig dat het grootste deel van het maatschappelijk kapitaal aan Belgen toebehoore, dat de vennootschap opgericht zij onder het beheer der Belgische wetten en dat zij hare voornaamste inrichting in België hebbe.

Afwijkingen van deze regelen kunnen echter door de Commissie der Beurs, beslissend bij eene meerderheid van de twee derden der fungeerende leden, aangenomen worden ten behoeve van vreemdelingen of van vennootschappen waarvan het grootste deel van het maatschappelijk kapitaal niet aan Belgen toebehoort.

2° In het bezit zijn van alle burgerrechten. Zijn uitgesloten : de niet in eer en rechten herstelde gefailleerden; degene die afstand hebben gedaan van hunne goederen of verzuimd hebben beursverbintenissen na te komen.

3° Ten volle 25 jaar oud zijn. De gene echter, die de zaak van een ingeschreven agent voortzet, kan vanaf den leeftijd van 21 jaar aangenomen worden;

4° Doen blijken dat men gedurende drie jaar op regelmatige wijze een proeftijd heeft gedaan;

5° Geslaagd zijn in een beroeps-examen vóór een jury bestaande uit twee door de Commissie der Beurs aangeduide wisselagenten, twee door de rechtbank van koophandel aangeduide leden die niet tot de corporatie

présidé par un délégué désigné par le Ministre des Finances.

Les matières de l'examen sont fixées par arrêté royal.

L'agent de change qui agit comme représentant d'une société commerciale est tenu de le déclarer à la Commission de la Bourse ;

6° Fournir un cautionnement d'une valeur effective de 10,000 francs en espèces ou en fonds de l'Etat belge ou garantis par l'Etat belge. Ce cautionnement est déposé à la Banque Nationale, à moins que le Ministre des Finances ne fasse usage de la faculté prévue à l'article 27. En cas de concours entre créanciers, le cautionnement est affecté, par préférence, au paiement des engagements professionnels de l'agent antérieurs à la saisie qui serait faite de ce cautionnement. La banque dépositaire avise, dans les vingt-quatre heures, la Commission de la Bourse de toute opposition ou saisie-arrêt qui serait pratiquée sur le cautionnement. Le cautionnement ne peut être restitué au titulaire que six mois après que celui-ci a cessé l'exercice de sa profession. Cette cessation est annoncée par avis affiché dans la salle publique du Greffe de la Bourse et inséré dans le *Moniteur belge* à la diligence de la Commission de la Bourse. L'agent de change, à charge de qui l'opposition ou la saisie-arrêt a été pratiquée, est tenu d'en rapporter la main-levée dans les trois mois; ce délai peut être prorogé par la Commission de la Bourse ;

7° Être présenté par deux parrains,

der wisselagenten behooren en onder het voorzitterschap van een door den Minister van Financiën aangeduiden afgevaardigde.

De vakken waarover het examen gaat, worden bij koninklijk besluit bepaald.

De wisselagent die als vertegenwoordiger van eene handelsvennootschap handelt, is verplicht zulks aan de Beurscommissie bekend te maken ;

6° Een borgtocht storten ter werkelijke waarde van 10,000 frank in geld, in Belgische Staatsfondsen of fondsen door den Belgischen Staat gewaarborgd. Die borgtocht wordt ter Nationale Bank gedeponneerd, tenzij de Minister van Financiën gebruik make van het bij artikel 27 voorziene recht. In geval er verscheidene schuldeischers optreden, wordt de borgtocht bij voorkeur aangewend tot betaling der beroepsverbintenissen die de agent heeft aangegaan vóór het oogenblik waarop die borgtocht in beslag zou genomen worden. De bank die den borgtocht in bewaring heeft stelt binnen de 24 uren de Commissie der Beurs in kennis met elk verzet of beslag onder derden op den borgtocht. De borgtocht kan aan dengene die hem gestort heeft slechts teruggegeven worden zes maanden nadat hij de uitoefening van zijn beroep heeft gestaakt. Dit laatste wordt bekendgemaakt bij een in de openbare zaal van de Griffie der Beurs aangeplakt bericht, dat in het *Staatsblad* wordt opgenomen op aanzoek van de Commissie der Beurs. De wisselagent te wiens laste verzet of beslag onder derden plaats had, dient daarvan binnen drie maanden opheffing in te leveren; de Commissie der Beurs kan dien termijn verlengen ;

7° Voorgesteld worden door twee

agents de change inscrits au tableau depuis cinq ans au moins, responsables chacun à concurrence de 10,000 francs des engagements commerciaux du candidat, à partir du jour de l'admission et pour une durée de trois ans.

Nul ne peut être parrain de plus de deux agents de change à la fois.

ART. 3.

L'agent de change peut être inscrit aux tableaux de deux Bourses. Il doit mentionner sur son papier à lettres, ses bordereaux et ses annonces, les bourses auxquelles il est inscrit.

ART. 4.

Ne sont admis à exécuter les ordres de bourse que ceux qui sont inscrits au tableau des agents de change.

ART. 5.

Nul ne peut dorénavant établir une maison de change, sous quelque dénomination que ce soit, même pour continuer une maison existante, ni assumer la gérance ou la direction de semblable maison, s'il n'est agent de change.

Les maisons de change existant au 1^{er} janvier 1922 et qui ne sont pas exploitées par des agents peuvent continuer à subsister jusqu'au décès du titulaire. Pour bénéficier de cette disposition, les titulaires sont tenus de faire la déclaration de leur établissement, avec indication de la date de création, à la Commission de la Bourse dans les six mois de la présente loi.

peters die sedert ten minste vijf jaar als wisselagent op de lijst ingeschreven zijn en die, ieder tot een bedrag van tien duizend frank, voor de door den kandidaat aangegane handelsverbintenissen verantwoordelijk zijn te rekenen vanden dag dat hij wordt aangenomen en voor een termijn van drie jaar.

Niemand kan tegelijk van meer dan twee wisselagenten peter zijn.

ART. 3.

De wisselagent mag op de lijsten van twee Beurzen ingeschreven staan.

Op zijn briefpapier, zijne borderellen en in zijne advertenties moet hij de beurzen vermelden waarbij hij ingeschreven is.

ART. 4.

Mogen alleen beursorders uitvoeren degenen die ingeschreven zijn op de lijst der wisselagenten.

ART. 5.

Voortaan mag niemand, indien hij geen wisselagent is, een wisselkantoor openen, onder welke benaming ook, zelfs niet om een bestaande zaak voort te zetten, noch het beheer of bestuur eener dergelijke zaak waarnemen.

De op 1ⁿ Januari 1922 bestaande wisselhuizen die niet door agenten geëxploiteerd worden, mogen blijven bestaan tot bij het afsterven van den titularis. Om van die bepaling te genieten zijn de titularissen gehouden hunne instelling met aanduiding van den datum van oprichting er van, binnen de 6 maand na de afkondiging van deze wet, aan de Beurscommissie aan te geven.

ART. 6.

Les agents de change sont tenus d'avoir un livre revêtu des formes prescrites par le titre III (article 18) du Code de commerce.

Ils doivent consigner dans ce livre, jour par jour, et par ordre de dates, sans ratures, entrelignes ni transpositions et sans abréviations ni chiffres, les conditions de toutes opérations faites par leur intermédiaire.

ART. 7.

Les agents de change sont aussi tenus de consigner leurs opérations sur des carnets, immédiatement après les avoir conclues.

Ils sont obligés, en outre, de représenter leurs livres et carnets aux juges ou arbitres.

ART. 8.

Ils sont responsables de la livraison et du paiement de ce qu'ils auront vendu ou acheté.

Cette responsabilité cesse lorsqu'ils ont fait connaître, en contractant, le nom de l'acheteur ou du vendeur à la personne avec laquelle ils contractent et que celle-ci a accepté le marché.

ART. 9.

Les agents de change sont civilement responsables de la vérité de la dernière signature des lettres de change ou autres effets qu'ils négocient.

ART. 6.

De wisselagenten moeten een boek houden in de door titel III (artikel 18) van het Wetboek van koophandel voorgeschrevene vormen.

In dit boek moeten zij dag voor dag, in de volgorde der dagteekening, zonder doorhalingen, tusschenregels noch overbrengingen en zonder afkortingen noch cijfers, de voorwaarden vermelden van alle door hunne tusschenkomst gedane operaties.

ART. 7.

De wisselagenten zijn ook gehouden, onmiddellijk na het sluiten van elke handeling, dezelve in een zakboekje op te teekenen.

Zij zijn bovendien verplicht hunne boeken en zakboekjes den rechters of scheidslieden voor te leggen.

ART. 8.

Zij zijn verantwoordelijk voor de levering en de betaling van wat zij verkocht of gekocht hebben.

Die verantwoordelijkheid neemt een einde wanneer zij bij het afsluiten der handeling, den naam van den kooper of van den verkooper hebben bekendgemaakt aan den persoon met denwelke zij de handeling afsluiten en wanneer deze den koop heeft aanvaard.

ART. 9.

De wisselagenten zijn burgerlijk verantwoordelijk voor de echtheid der laatste handteekening van de wisselbrieven of andere effecten die zij verhandelen.

ART. 10.

Il est interdit aux agents de change d'exercer une autre profession ou d'être au service d'un commerçant.

Il leur est également interdit de procéder à une émission publique de titres ou de charger du service financier d'un État, d'une province, d'une commune, d'une institution publique quelconque ou d'une société.

Il leur est interdit, en outre, de faire avec des personnes non inscrites à un tableau d'agents de change, des conventions de partage, de remise ou de modération du tarif de courtage.

Toutefois ils peuvent accepter la représentation de sociétés de crédit immobilier et de sociétés d'assurances.

ART. 11.

L'Ordre des agents de change jouit de la personnalité civile. Il peut ester en justice, soit en demandant, soit en défendant, pour la défense des droits individuels que ses membres tiennent de leur qualité d'agent de change, sans préjudice au droit des agents de change d'agir directement, de se joindre à l'action ou d'intervenir dans l'instance. Il est représenté en justice par la Commission de la Bourse agissant par son président.

L'Ordre des agents de change ne peut posséder, en propriété ou autrement, d'autres immeubles que ceux qui sont nécessaires à l'établissement des locaux de réunion, du greffe, des bureaux, écoles professionnelles, bibliothèques.

ART. 10.

Het is den wisselagenten verboden een ander beroep uit te oefenen of in dienst te zijn van een koopman.

Het is hun insgelijks verboden over te gaan tot openbare uitgifte van titels of zich te belasten met den financiëelen dienst van een Staat, eene provincie, eene gemeente, welke openbare instelling of welke vennootschap ook.

Het is hun bovendien verboden met personen, die niet op een lijst van wisselagenten ingeschreven zijn, overeenkomsten te treffen tot verdeling, kwijtschelding of vermindering van het makelaarsloon.

Het is hun nochtans toegelaten vennootschappen van crediet op onroerende goederen en verzekeringsmaatschappijen te vertegenwoordigen.

ART. 11.

De Orde der wisselagenten geniet rechtspersoonlijkheid. Zij kan, als eis cher of verweerder, in rechte optreden ter verdediging van de individueele rechten welke hare leden als wisselagent bezitten. onverminderd het recht der wisselagenten om rechtstreeks op te treden, zich bij de vordering aan te sluiten of zich in het rechtsgeding te mengen. De Orde wordt in rechte vertegenwoordigd door de Commissie der Beurs wier voorzitter voor haar optreedt.

De Orde der wisselagenten mag, noch in eigendom, noch anderszins, andere onroerende goederen bezitten dan degene die zij noodig heeft voor het inrichten van vergaderingslokalen, griffie, bureelen, beroepsscholen, biblio-

Il peut être autorisé, par arrêté royal, à posséder des immeubles ayant une de ces destinations, mais dont il lui serait impossible de faire immédiatement usage à cette fin.

Les donations entre vifs ou par testament au profit de l'Ordre des agents de change, n'ont leur effet qu'autant qu'elles sont autorisées conformément à l'article 76 de la loi communale.

Art. 12.

Chaque année, le premier jour de bourse de décembre, les agents de change inscrits au tableau procèdent à l'élection de la Commission de la Bourse. Elle se fait à la majorité absolue au premier tour, et à la majorité relative au second.

La Commission est composée de cinq membres au moins; elle augmente de deux membres pour cent agents au-dessus des cinquante premiers, sans que le nombre des membres puisse dépasser quinze.

Sont éligibles les agents inscrits au tableau depuis cinq ans au moins.

La Commission est renouvelée partiellement chaque année de telle façon qu'au bout de la première année, au moins le tiers des mandats de commissaire soit arrivé à expiration; deux tiers au bout de la seconde; et la totalité au bout de la troisième. Les membres sortants ne sont rééligibles qu'après un intervalle d'une année.

Si les fonctions d'un membre de la Commission viennent à cesser avant le terme fixé pour l'expiration normale de son mandat, son successeur sera élu

theken. Bij koninklijk besluit kan aan de orde machtiging worden verleend tot het bezitten van onroerende goederen die voor een zulkdanig doel zijn bestemd, maar niet onmiddellijk als dusdanig kunnen worden gebruikt.

Schenkingen onder de levenden of bij testamentsbeschikking ten bate van de orde der wisselagenten blijven zonder gevolg, indien niet daartoe machtiging wordt verleend overeenkomstig artikel 76 der gemeentewet.

Art. 12.

Ieder jaar op den eersten beursdag van December kiezen de op de lijst ingeschreven wisselagenten de Commissie der Beurs. Die verkiezing geschiedt bij volstreckte meerderheid van stemmen bij de eerste stemming en bij betrekkelijke meerderheid bij de herstemming.

De Commissie bestaat uit ten minste vijf leden; voor elk honderdtal wisselagenten boven de eerste 50 worden haar twee leden toegevoegd, zonder dat het aantal leden meer dan 15 kan bedragen.

Kunnen gekozen worden de agenten die sedert ten minste vijf jaar op de lijst zijn ingeschreven.

Jaarlijks wordt de Commissie gedeeltelijk vernieuwd, derwijze dat ten minste een derde der mandaten van commissaris na het eerste jaar een einde nemen, twee derden na het tweede jaar en alle mandaten na het derde jaar. De uittredende leden zijn slechts herkiesbaar na verloop van één jaar.

Neemt de functie van een lid der Commissie een einde vooraleer de termijn, vastgesteld voor het normaal vervallen van zijn mandaat, verlopen is,

pour le temps que ce mandat avait à courir.

Si les deux premières années après l'institution des Bourses organisées par la présente loi, les membres de la Commission ne se mettent pas d'accord sur l'ordre en lequel expireront leurs mandats, cet ordre sera réglé par le sort. Il en est de même en cas d'augmentation du nombre des membres de la Commission de la Bourse.

Chaque année, la Commission élit dans son sein le président, le ou les vice-présidents, le ou les secrétaires, le trésorier.

La validité des élections à la Commission de la Bourse peut être attaquée devant la Cour d'appel du ressort; ce recours s'exerce dans les formes et délais indiqués à l'article 3 de la loi du 30 juillet 1881.

ART. 13.

Les attributions de la Commission de la Bourse sont de :

1° Représenter tous les membres de l'Ordre sous le rapport de leurs droits et de leurs intérêts professionnels;

2° Dresser annuellement le tableau de l'Ordre et la liste des stagiaires;

3° Veiller à l'accomplissement des devoirs et obligations des agents les uns à l'égard des autres et à l'égard des tiers;

4° Juger les différends survenus entre agents, ou entre agents et des tiers, si ceux-ci le demandent.

La Commission a les pouvoirs d'un amiable compositeur; cependant si l'une des parties le requiert, elle juge en qualité d'arbitre, mais en tous cas, avec

dan wordt zijn opvolger verkozen voor den duur gedurende denwelke dit mandaat nog moest vervuld worden.

Indien, in de eerste twee jaren na het oprichten van de bij deze wet geregelde Beurzen, de leden der commissie het niet eens worden omtrent de volgorde in dewelke hunne mandaten zullen vervallen, dan wordt die volgorde door het lot bepaald. Hetzelve geldt in geval van vermeerdering van het aantal leden der Beurscommissie.

Ieder jaar kiest de Commissie onder hare leden den voorzitter, den of de ondervoorzitters, den of de secretarissen en den schatbewaarder.

De geldigheid der verkiezingen voor de Commissie der Beurs kan bestreden worden vóór het Hof van beroep van het ressort: dit beroep geschiedt op de wijze en binnen den tijd aangeduid in artikel 3 der wet van 30 Juli 1881.

ART. 13.

De Commissie der Beurs is bevoegd om :

1° Alle leden der Orde te vertegenwoordigen wat hunne rechten en beroepsbelangen aangaat;

2° Jaarlijks de lijst op te maken van de leden der Orde en van de stagiairen;

3° Te zorgen dat de agenten hunne plichten en hunne verplichtingen tegenover elkaar en tegenover derden nakomen;

4° Uitspraak te doen over de geschillen ontstaan tusschen agenten of tusschen agenten en derden, indien deze zulks vragen.

De Commissie heeft de bevoegdheid van een twistvereffenaar in der minne; op verzoek van een der partijen doet zij echter uitspraak als scheidsman, maar

dispense de toutes formalités de procédure.

Les agents doivent soumettre à la Commission de la Bourse, les différends professionnels survenus entre eux.

5^o Donner des renseignements à la justice dans toutes les contestations financières sur lesquelles elle est consultée.

Art. 14.

La Commission de la Bourse, soit d'office, soit sur la plainte des intéressés, soit sur l'ordre du Procureur général, exerce la discipline sur les actes professionnels des agents et des stagiaires.

Elle peut infliger les peines suivantes :

- L'avertissement;
- La réprimande;
- La suspension de un jour à six mois;

La radiation du tableau.

Aucune pénalité ne peut être prononcée contre un agent de change sans que l'inculpé ait été entendu ou que, tout au moins, par deux lettres recommandées à la poste à trois jours d'intervalle, il ait été appelé à s'expliquer.

Lorsqu'elle prononce la suspension ou la radiation, la Commission de la Bourse peut, par décision exécutoire nonobstant appel, interdire l'accès du local de la Bourse à l'agent ou stagiaire exclu ou suspendu.

Si l'agent est le représentant d'une société commerciale, la poursuite disciplinaire pourra être dirigée et les peines pourront être prononcées, soit contre le représentant seul, soit contre

is in ieder geval, vrijgesteld van alle formaliteiten van rechtspleging.

De agenten moeten alle tusschen hen ontstane beroepsgeschillen voor de Commissie der Beurs brengen.

5^o Aan het gerecht inlichtingen te verstrekken in alle financiële betwistingen waarover zij wordt geraadpleegd.

Art. 14.

Ambtshalve, of op aanklacht van belanghebbenden of op bevel van den Procureur generaal, heeft de Beurscommissie tuchtmacht over de agenten en de stagiairen voor alle handelingen in verband met hun beroep.

Zij kan de volgende straffen opleggen :

- De vermaning;
- De berisping;
- De schorsing van een dag tot zes maanden;
- De rooicering van de lijst.

Geen straf kan ten laste van een wisselagent worden uitgesproken zonder dat de verdachte werd gehoord, of ten minste zonder dat hij door twee bij de post met een tussenruimte van drie dagen aangeteekende brieven ter verantwoording werd opgeroepen.

Wanneer de Beurscommissie schorsing of rooicering uitspreekt, kan zij, bij eene niettegenstaande hooger beroep uitvoerbare beslissing, de toegang tot het Beurslokaal aan den uitgeslotene of geschorsten agent of stagiaire ontzeggen.

Indien de agent de vertegenwoordiger is eener handelsvennootschap, mag de tuchtvervolgning gericht en mogen de straffen uitgesproken worden, hetzij tegen den vertegenwoordiger alleen,

la Société seule, soit contre les deux simultanément.

Art. 15.

Toute décision rendue en matière disciplinaire est communiquée, ensemble avec les pièces du dossier, au Procureur général, dans les quarante-huit heures, par les soins du Greffier de la Bourse.

Le Procureur général peut interjeter appel de toute décision dans le délai de quinze jours, à partir de cette communication.

La Cour d'appel statue dans le mois.

Le Greffier de la Bourse notifie à l'intéressé, par lettre recommandée, les décisions portant refus d'admission, suspension ou radiation.

Dans les huit jours de l'envoi de cette lettre, l'intéressé peut interjeter appel devant la Cour d'appel du ressort.

Cet appel est formé par l'envoi d'une lettre recommandée au Greffier de la Bourse.

L'affaire devant la Cour est instruite sommairement. L'intéressé peut comparaître sans le ministère d'avoué. La Commission de la Bourse a le droit d'intervenir. Les agents de change inscrits aux tableaux de deux Bourses seront, en ce qui concerne les opérations en bourse, justiciables des pouvoirs disciplinaires de la Bourse dans laquelle l'opération devait être ou a été effectuée, ou dans laquelle la faute professionnelle a été commise. Pour les actes commis en dehors de la Bourse, les agents sont justiciables des pouvoirs disciplinaires des deux Bourses. La Commission de la Bourse la première saisie avisera par pli recommandé la Commission de la seconde Bourse et

hetzij tegen de vennootschap alleen, hetzij tegen beiden tegelijk.

Art. 15.

Elke beslissing in tuchtzaken wordt, tegelijk met de stukken van den bundel, door den Griffier des Beurs, binnen de acht en veertig uur, aan den Procureur generaal medegedeeld.

De Procureur generaal kan binnen de vijftien dagen na die mededeeling in hooger beroep komen van elke beslissing.

Het Hof van beroep doet binnen de maand uitspraak.

De Griffier der Beurs beteekent den belanghebbende bij aangeteekenden brief de beslissingen tot weigering van aanneeming, schorsing of rooieering.

De belanghebbende kan binnen de acht dagen na het verzenden van dit schrijven in hooger beroep komen vóór het Hof van Beroep van het ressort.

Dit hooger beroep geschiedt bij aangeteekend schrijven aan den Griffier der Beurs.

De zaak wordt vóór het Hof op sommaire wijze onderzocht. De belanghebbende mag verschijnen zonder de ambtshulp van eenen pleitbezorger. De Beurscommissie heeft het recht tusschen te komen. De agenten die ingeschreven zijn op de tabel van twee Beurzen zijn, wat de verrichtingen ter beurs betreft, onderhoorig aan de tuchtmachten der beurs waar de verrichting moest gedaan worden of gedaan werd, of waar de beroepsfout begaan werd. Voor de daden welke buiten de beurs begaan werden, zijn de agenen onderhoorig aan de tuchtmachten van beide Beurzen. De Beurscommissie waarbij de zaak het eerst aanhangig gemaakt werd, geeft, bij aangeteekenden brief, bericht aan de

retiendra l'affaire. Au cas où les Commissions des deux Bourses seraient saisies le même jour, l'affaire sera retenue par la Commission de la Bourse dont le tableau comporte le nombre le plus élevé d'agents. Les décisions disciplinaires prononcées dans une Bourse sortent leurs effets également dans la deuxième Bourse.

ART. 16.

Sera puni d'une amende de 500 francs à cinq mille francs celui qui aura usurpé le titre d'agent de change ou qui se sera livré à une opération légalement réservée aux agents de change. La fermeture de l'établissement existant en violation de la loi pourra en outre être prononcée.

En cas de récidive l'amende pourra être doublée.

L'agent qui se sera rendu coupable de complicité dans l'exercice illicite de sa profession, sera puni des mêmes peines d'amende, en outre, il sera puni d'une suspension de six mois, et, en cas de récidive, il sera rayé du tableau.

ART. 17.

La commune dans laquelle il existe une Bourse de fonds publics est tenue de lui procurer un local affecté à ses transactions. Elle a la police des réunions qui s'y tiennent.

La commune peut récupérer par des taxes à charge des personnes qui fréquentent la Bourse, les frais résultant pour elle de l'aménagement, de l'entretien et de la police du local affecté à la bourse.

Commissie der tweede beurs en behoudt de zaak aan zich. Wordt de zaak denzelfden dag vóór de Commissies van beide Beurzen gebracht, dan is het de Commissie der Beurs waarvan de lijst het grootste aantal agenten telt, die de zaak aan zich behoudt. De tuchtbeslissingen welke in de eene beurs uitgesproken worden, gelden eveneens in de tweede Beurs.

ART. 16.

Wordt met eene geldboete van 500 tot 5,000 frank gestraft, hij die zich den titel van wisselagent aanmatigt of die tot eene wettelijk aan de wisselagenten voorbehouden verhandeling zal overgegaan zijn. Het sluiten van de bij overtreding der wet bestaande inrichting kan bovendien uitgesproken worden.

Bij herhaling, kan de boete worden verdubbeld.

Wordt met dezelfde geldstraffen gestraft, de agent die zich schuldig maakt aan de medeplichtigheid bij onrechtmatige uitoefening van zijn beroep; bovendien wordt hij gestraft met eene schorsing gedurende zes maanden, en bij herhaling van de lijst geschrapt.

ART. 17.

De gemeente, waar eene Beurs van openbare fondsen bestaat, dient voor de verhandelingen een lokaal ter haren beschikking te stellen. Zij heeft de politie der aldaar te houden vergaderingen.

Door het treffen van rechten ten laste van de bezoekers der Beurs kan de gemeente zich de kosten doen terugbetalen die de inrichting, het onderhouden en de politie van het als beurs gebruikte lokaal medebrengen.

Le paiement de la taxe sera, pour chaque agent de change, une condition d'admission et de maintien au tableau.

ART. 18.

Il y a dans chaque Bourse de fonds publics un commissaire du Gouvernement nommé par le Ministre des Finances. Le Commissaire du Gouvernement veille à l'application des lois et règlements. Il peut assister aux délibérations de la Commission de la Bourse. Il signale à celle-ci les abus dont il a constaté l'existence.

Toute fonction attribuée par la présente loi et qui ne serait pas exercée en temps voulu par celui ou ceux auxquels la loi l'attribue, peut être valablement exercée par le Commissaire du Gouvernement.

SECTION II.

Des opérations de Bourse.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA COTE.

ART. 19.

La Cote d'une Bourse est l'acte authentique qui a pour objet de constater, en quelle quantité et à quels prix chacun des titres inscrits a été vendu.

Elle mentionne, en plus, les offres et les demandes faites, conformément à l'article 22.

ART. 20.

La minute de la Cote est signée par le Greffier de la Bourse et par un délé-

Om op de lijst aangenomen te worden en ingeschreven te blijven dient elke wisselagent die belasting te voldoen.

ART. 18.

Aan elke Beurs voor openbare fondsen is een Regeeringscommissaris verbonden, die door den Minister van Financiën wordt benoemd.

De regeeringscommissaris zorgt voor de toepassing van wetten en reglementen.

Hij mag tegenwoordig zijn bij de beraadslagingen der Beurscommissie. Hij vestigt de aandacht der commissie op de door hem vastgestelde misbruiken.

Elke functie door deze wet toegekend en die ten gepasten tijde niet zou uitgeoefend worden door dengene of dengenen waaraan de wet ze toekent, mag door den Regeeringscommissaris geldig uitgeoefend worden.

AFDEELING II.

Beursverrichtingen.

HOOFDSTUK I.

DE BEURSNOTEERING.

ART. 19.

De Beursnoteering is de authentieke akte, die ten doel heeft vast te stellen in welke hoeveelheid en tegen welken prijs elk der ingeschreven titels werd verkocht.

Zij vermeldt bovendien elk aanbod en elke vraag die werden gedaan overeenkomstig artikel 22.

ART. 20.

De minuut van de beursnoteering wordt ondertekend door den griffier

gué de la Commission de la Bourse agissant comme officiers publics; elle est conservée dans les archives du greffe.

ART. 21.

Les prix sont constatés respectivement par les bulletins de vente, d'offre ou de demande déposés à la table des délégués du Greffier en vue d'être reçus à la cote.

Toute vente doit être suivie immédiatement du dépôt d'un bulletin par chacune des parties contractantes. Le bulletin porte la date de l'opération, la dénomination et le nombre des titres vendus, le prix, la signature du déposant et le nom de son co-contractant.

ART. 22.

Pour qu'une offre d'achat ou de vente soit mentionnée à la Cote, il faut un bulletin signé et daté qui énonce la dénomination, le nombre et le prix des titres qui sont demandés ou offerts. Le bulletin est déposé immédiatement après l'heure de clôture des opérations. Les titres offerts doivent être déposés au greffe ou dans tout autre lieu qui sera désigné par la Commission de la Bourse. L'offre lie le signataire à l'égard de tout acceptant jusqu'à l'ouverture de la Bourse du lendemain.

L'acceptation se fait par télégramme ou par lettre recommandée adressée au Greffier de la Bourse.

Éventuellement, il y a lieu à répartition entre les acceptants par les soins d'un délégué de la Commission de la Bourse.

der Beurs en door een afgevaardigde van de Beurscommissie, die optreden als hare ambtenaars; zij wordt in het archief der griffie bewaard.

ART. 21.

De prijzen worden onderscheidenlijk vastgesteld door de bulletin van verkoop, vraag of aanbod, welke, met het oog op noteering, ter tafel der afgevaardigden van den Griffier worden neergelegd.

Na elken verkoop dient door elke contracteerende partij een bulletin te worden neergelegd. Dit bulletin vermeldt den datum der verrichting, de benaming en het aantal der verkochte titels, den prijs, de handteekening van dengene die het indient, alsmede den naam van zijn contractant.

ART. 22.

Opdat een aanbod van koop of verkoop in de Beursnoteering vermeld worde, moet een onderteekend en gedagteekend bulletin ingediend worden, dat de benaming, het aantal en den prijs der gevraagde of aangeboden titels bevat. Dit moet onmiddellijk na het sluitingsuur der verrichtingen ingeleverd worden. De aangeboden titels moeten ter griffie worden gedeponceerd of elke andere door de Beurscommissie aan te duiden plaats. Tot op het openingsuur der Beurs den volgende dag, is de onderteekenaar door zijn aanbod gebonden tegenover elkeen die het aanvaardt.

De aanvaarding geschiedt bij telegram of bij aangeteekend schrijven aan den Griffier der Beurs.

Desnoods dient een afgevaardigde der Beurscommissie over te gaan tot verdeling onder de personen die het aanbod aanvaarden.

Une offre d'achat ou de vente ne peut être enregistrée que le jour où aucun cours fait n'a été inscrit à la Cote dans la valeur visée.

ART. 23.

Dès que la Cote est terminée, une copie complète de la minute est affichée dans une salle du Greffe, accessible au public.

Le greffe met en vente, au numéro et par abonnement, une copie officielle de la Cote. Cette copie reproduit, pour chaque titre, telles indications de la minute de la cote que le Comité de la Cote a déterminées par un règlement général approuvé par arrêté ministériel.

ART. 24.

Nul ne peut reproduire par un moyen mécanique et publier une cote qui supprime ou altère, pour les titres mentionnés, les indications de la copie officielle; la publication de la cote d'une catégorie de titres ne peut se faire que sous la rubrique complète que lui attribue la copie officielle, sans ajouter ni omettre des valeurs.

Toute infraction au présent article est punie d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de vingt-six francs à cinq mille francs ou de l'une de ces peines seulement.

Een aanbod van koop of verkoop kan slechts worden ingeschreven den dag dat geen enkele gedane koers in bedoelde waarde in de Beursnoteering voorkomt.

ART. 23.

Zoodra de Beursnoteering is opge maakt, wordt een volledig afschrift der minnuten in eene voor het publiek toegankelijke zaal der Griffie aangeplakt.

De Griffie verkoopt, per nummer en per abonnement, een officieel afschrift der Beursnoteering.

Dit afschrift bevat voor elken titel de aanduidingen van de minnuten der Beursnoteering, welke het comité der Beursnoteering bij een bij ministerieel besluit goedgekeurd algemeen reglement heeft bepaald.

ART. 24.

Niemand mag door een mechanisch middel een afschrift maken, noch overgaan tot het uitgeven eener Beursnoteering waarin, wat de vermelde titels betreft, de opgaven van het officiële afschrift weggelaten of vervalscht worden.

Bekendmaking van de Beursnoteering eener categorie van titels mag slechts geschieden onder de volledige rubriek die daaraan door het officieel afschrift wordt toegekend, zonder toevoeging of weglating van waarden.

Elke rubriek op dit artikel wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en met eene geldboete van zes-en-twintig frank tot duizend frank of slechts met één dezer straffen.

ART. 25.

Les rubriques de la Cote sont déterminés par le Comité de la Cote et les titres inscrits y sont classés par lui.

ART. 26.

Sauf convention contraire, tout ordre d'achat ou de vente de titres cotés dans une bourse, ne peut être exécuté qu'en Bourse et l'exécution doit en être constatée à la cote.

La compensation hors Bourse est interdite.

L'exécution de tout ordre de Bourse doit être justifiée par un bordereau d'agent de change.

Si l'agent de change s'est porté contre-partie, mention en est faite sur le bordereau.

L'opération, dont l'exécution en Bourse ne peut être justifiée par un moyen de preuve civil ou commercial, est annulable au gré du donneur d'ordre pendant un mois à partir de la date du bordereau d'exécution.

Si l'agent de change s'est porté contre-partie sans l'assentiment préalable du donneur d'ordre et que le bordereau porte la mention de la contre-partie, l'opération est annulable au gré du donneur d'ordre pendant dix jours à partir de la date du bordereau d'exécution.

ART. 27.

Toutes les opérations en Bourse, qu'elles soient à terme ou au comptant, se liquident par l'intermédiaire d'un

ART. 25.

De rubrieken der Beursnoteering worden bepaald door het Comité der Beursnoteering, dat ook de volgorde der ingeschreven titels bepaalt.

ART. 26.

Behalve wanneer eene andere overeenkomst bestaat, kan elk koop- of verkooporder van op de noteering eener Beurs voorkomende titels, slechts ter Beurze uitgevoerd worden, en de uitvoering ervan moet in de Beursnoteering vastgesteld zijn.

Compensatie buiten de Beurs is verboden.

De uitvoering van elk beursorder moet blijken uit een wisselagentsborderel.

Is de wisselagent als tegenpartij opgetreden, dan moet daarvan op het borderel melding worden gemaakt.

De verrichting waarvan de uitvoering ter Beurze niet door een burgerlijk of commercieel bewijsmiddel kan bewezen worden, kan naar goedvinden van den ordergever, gedurende een maand te rekenen van den datum van het uitvoeringsborderel nietig verklaard worden.

Is de wisselagent opgetreden als tegenpartij zonder voorafgaande toestemming van den ordergever, en maakt het borderel melding van de tegenpartij, dan kan de verrichting, naar goedvinden van den ordergever, gedurende tien dagen te rekenen van den datum van het uitvoeringsborderel, nietig verklaard worden.

ART. 27.

Alle Beursverrichtingen, zoowel op termijn als a contant worden vereffend door tussenkomst van een vereffe-

comité de liquidation établi par les soins de la Commission de la Bourse et réglementé par elle.

Les feuilles de liquidation sont gardées au greffe pendant quarante jours au moins.

ART. 28.

La Commission de la Bourse, statuant à la majorité des deux tiers des membres, confie les fonctions de comité de liquidation à une banque ou à tel autre organisme spécialement établi en vue d'offrir sécurité aux dépôts de titres. Le Ministre des Finances peut décider que le cautionnement des agents de change est placé et utilisé dans cet établissement.

ART. 29.

Par les soins de la Commission de la Bourse, il est organisé en toute Bourse, au moins une fois par mois, une vente publique de titres non cotés. La liste des titres offerts à la vente publique doit être publiée dix jours avant la vente. Quand il s'agit de titres de sociétés belges, la liste indique la date de la publication des statuts au *Moniteur* et celle de la publication du dernier bilan.

ART. 30.

Le bordereau de vente ou d'achat, fait par un commerçant ou une société commerciale, de titres qui ne sont pas cotés à l'une des Bourses du pays doit mentionner ce fait en toutes lettres. Si le vendeur ne prouve pas avoir fait connaître à l'acheteur que le titre vendu

ningscomiteit, ingesteld door de Beurscommissie en door haar geregeld.

De vereffeningsbiljetten worden gedurende ten minste veertig dagen ter griffie bewaard.

ART. 28.

De Beurscommissie, beslissend bij meerderheid van de twee derden der leden, vertrouwt de functie van vereffeningscomiteit aan eene bank toe, of aan welke instelling ook, die bijzonder werd opgericht om, met het oog op de bewaring der titels allen waarborg te bieden. De Minister van Financiën kan beslissen dat de door de wisselagenten gestorte borgtocht in die inrichting geplaatst en gebruikt worde.

ART. 29.

Door de Beurscommissie wordt, ten minste ééns om de maand, in elke Beurs een openbare verkoop van niet genoteerde titels ingericht. Tien dagen vóór den verkoopdag moet de lijst van de ten openbaren verkoop aangeboden titels bekendgemaakt worden.

Gaat het om titels van Belgische maatschappijen, dan vermeldt de lijst den datum waarop de statuten in het *Staatsblad* werden bekend gemaakt, alsmede dien waarop de laatste balans bekendgemaakt werd.

ART. 30.

Het door een koopman of eene handelsmaatschappij opgemaakte bordereel van koop of verkoop van titels, die niet op een der Beurzen in het land genoteerd zijn, moet dit feit in volle letters vermelden. Indien de verkooper niet bewijst aan den kooper

n'est pas officiellement coté, la vente est annulable au gré de l'acheteur pendant six mois à dater de sa réalisation à moins que la vente de titres ne soit un fait étranger à la profession du vendeur.

te hebben medegedeeld dat de verkochte titel niet officieel genoteerd is, kan de verkoop, na goedvinden van den kooper, gedurende zes maanden te rekenen van den datum waarop hij werd gesloten, nietig verklaard worden, tenzij de verkoop van titels geen verband houdt met het beroep van den verkooper.

CHAPITRE II.

DE L'INSCRIPTION A LA COTE.

ART. 31.

Il est institué auprès de chaque Bourse un comité qui décide de l'inscription des titres à la Cote et de leur radiation.

Ce comité s'intitule Comité de la Cote.

Il est composé de dix membres. Quatre sont désignés par la Commission de la Bourse, trois par le Collège des Bourgmestre et Échevins de la commune où siège la Bourse, les trois autres sont nommés par le Ministre des Finances. Ces chiffres sont réduits respectivement à 7, 3, 2, 2, pour les Bourses de Gand et de Liège.

Le Roi détermine le nombre de membres dans l'acte de création d'une Bourse nouvelle.

Tous les quatre ans le Comité est renouvelé.

Les membres sortants peuvent être investis d'un nouveau mandat.

ART. 32.

La désignation à faire par la Commission de la Bourse et le Collège échevinal ont lieu sur l'invitation du Ministre des Finances et dans le mois de cette invitation, elles lui sont noti-

HOOFDSTUK II.

INSCHRIJVING OP DE BEURSNOTEERING.

ART. 31.

Bij elke Beurs is een comiteit aangesteld dat beslist welke titels op de noteering zullen worden ingeschreven of daarvan geschrapt.

Dit comiteit is getiteld comiteit der Beursnoteering.

Het bestaat uit tien leden. Vier ervan worden aangeduid door de Beurscommissie; drie door het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente waar de Beurs is gevestigd; de drie anderen worden door den Minister van Financiën benoemd. Die getallen worden onderscheidenlijk bepaald op 7, 3, 2, 2 voor de beurzen te Gent en te Luik.

De Koning bepaalt het aantal leden in de stichtingsakte eener nieuwe Beurs.

Om de vier jaar wordt het comiteit hernieuwd.

Den uittredenden leden kan een nieuw mandaat worden toevertrouwd.

ART. 32.

De benoemingen, waarin door de Beurscommissie en het Schepencollege moet worden voorzien, geschieden op verzoek van den Minister van Financiën binnen de maand waarin dit verzoek

fiées dans la huitaine de leur réalisation. A défaut de pareille notification, et en cas de liste incomplète, le Ministre des Finances procède aux nominations défailtantes.

ART. 33.

Des émoluments à charge de l'État sont attribués aux membres des Comités de la Cote.

ART. 34.

Toute demande d'inscription donne lieu, au profit de l'État, au paiement d'une taxe indépendante de la suite qui est donnée à la demande.

La taxe d'admission est proportionnelle au capital des titres dont l'inscription est demandée. Le régime des taxes est déterminé par arrêté royal.

ART. 35.

Sont de droit admis à la cote, les titres des emprunts faits par l'État, autorisés et garantis par lui. Il en est de même des emprunts des provinces et des communes pour autant qu'il s'agisse d'emprunts d'importance suffisante pour justifier l'inscription et que celle-ci soit demandée par la province ou la commune qui fait l'emprunt.

ART. 36.

Aucune valeur mise en souscription publique ne peut être inscrite à la cote

wordt gedaan; zij worden binnen de acht dagen nadat zij zijn geschied den Minister van Financiën ter kennis gebracht. Wanneer deze bekendmaking achterwege blijft en bijaldien de lijst onvolledig is, voorziet de Minister van Financiën in de ontbrekende benoemingen.

ART. 33.

Aan de leden van de comiteiten der Beursnoteering, worden op Staatsgelden emolumenten toegekend.

ART. 34.

Bij elke aanvraag tot inschrijving moet aan den Staat een recht worden betaald, welk ook het gevolg weze dat aan die aanvraag wordt gegeven. Het inschrijvingsrecht staat in verhouding tot het kapitaal vertegenwoordigd door de titels waarvan de inschrijving wordt aangevraagd. Het bedrag der te betalen rechten wordt bij koninklijk besluit vastgesteld.

ART. 35.

De titels der Staatsleeningen alsmede die van door den Staat gemachtigde en gewaarborgde leeningen, zijn van rechtswege ter noteering toegelaten. Hetzelfde geldt voor de leeningen der provinciën en der gemeenten, voor zoover die leeningen belangrijk genoeg zijn om hare inschrijving te wettigen en deze wordt aangevraagd door de provincie of de gemeente die de leening aangaat.

ART. 36.

Geen ter openbare inschrijving aangeboden waarde kan ter Beurze worden

avant que la distribution aux souscripteurs soit achevée.

Les valeurs étrangères ne sont admises à la cote que si elles sont inscrites à la cote d'une Bourse dans leur pays d'origine ou dans l'une au moins des principales Bourses de l'Europe.

De façon générale, le Comité veille à ce que les valeurs étrangères inscrites soient telles qu'elles puissent être facilement négociées à l'étranger.

Les titres des sociétés congolaises ne sont pas considérés comme valeurs étrangères.

ART. 37.

Toute inscription à la cote doit avoir fait l'objet d'une demande écrite et signée. Elle est accompagnée de la production d'un exemplaire du titre et indique où et par qui se fera le service financier.

A la suite de toute demande d'inscription, il est adressé au sollicitant un questionnaire imprimé dont la formule est déterminée par le Comité selon la nature des titres. Une feuille spéciale du questionnaire aura pour objet la déclaration des demandes antérieures d'admission à la cote faites par le sollicitant depuis dix ans, avec indication du nom des titres, de la date d'introduction à la cote, du cours d'introduction et du cours actuel. Si la demande est faite par plusieurs personnes, il y aura autant de questionnaires et de feuilles spéciales qu'il y a de demandeurs.

Après réception des réponses faites

genoteerd zoolang alle titels niet rondgedeeld zijn geworden.

Buitenlandsche waarden worden slechts ter noteering aangenomen wanneer zij op eene Beurs van hun land van herkomst of ten minste op eene der voornaamste Beurzen van Europa genoteerd zijn.

In 't algemeen, moet het Comité er voor zorgen dat de ingeschreven buitenlandsche waarden, van dien aard zijn dat zij gemakkelijk in het buitenland verhandeld kunnen worden.

De titels van Congoleesche maatschappijen worden niet voor buitenlandsche waarden aanzien.

ART. 37.

Om inschrijving te bekomen moet eene schriftelijke en ondertekende aanvraag ingediend worden. Bij die aanvraag moet een exemplaar van den titel worden gevoegd en zij vermeldt waar en door wien de financiële dienst wordt waargenomen.

Naar aanleiding van elke aanvraag tot inschrijving wordt den aanvrager een gedrukte vragenlijst toegezonden, waarvan het Comité volgens den aard der titels de formule vastelt. Op een bijzonder blad van de vragenlijst dienen aangegeven de door den verzoeker in de laatste tien jaren ingediende aanvragen tot inschrijving, met opgave van den naam der titels, den datum waarop zij ter noteering werden opgenomen, den koers waaraan zij voor het eerst werden genoteerd, alsmede den tegenwoordigen koers. Wordt de aanvraag door verscheidene personen ingediend, dan dienen zoovele vragenlijsten en bijzondere bladen ingevuld als er verzoekers zijn.

Na ontvangst van de schriftelijk inge-

par écrit sur le questionnaire signé par le sollicitant, le Comité procède à l'examen de la demande d'inscription. Il statue dans le délai de deux mois.

ART. 38.

Dès le renvoi au Comité du questionnaire signé, la demande d'admission à la cote est affichée dans la salle publique du Greffe pendant quinze jours au moins avec mention que la copie des réponses au questionnaire est à la disposition du public sans déplacement.

Pendant la durée de l'affichage, le Comité reçoit toutes les observations et oppositions qui lui sont faites par écrit.

Toute radiation est de même précédée de l'affichage d'un avis au Greffe pendant quinze jours. S'il y a urgence, la valeur peut être provisoirement omise de la cote.

ART. 39.

L'inscription à la cote de titres d'une société exige :

1° Que le capital de la société soit de 1 million de francs au moins, d'après la valeur nominale des titres.

A défaut de valeur nominale des titres, l'existence d'un avoir social de 1 million de francs au moins doit résulter des deux derniers bilans concernant une année entière;

2° Que la société ait publié les bilans de deux exercices de douze mois, au moins;

fulde en door den aanvrager ondertekende vragenlijst, onderzoekt het Comité het verzoek tot inschrijving. Het beslist daarover binnen den tijd van twee maand.

ART. 38.

Zoodra de onderteekende vragenlijst naar het Comité is teruggezonden, wordt de aanvraag tot noteering gedurende ten minste vijftien dagen in de publieke zaal der Griffie aangeplakt met de melding dat het publiek ter plaatse inzage kan bekomen van een afschrift der antwoorden op de in de lijst gestelde vragen.

Zoolang de aanvraag aangeplakt blijft ontvangt het Comité elke opmerking en elk verzet dat hem schriftelijk wordt overgemaakt.

Vooraleer een titel geschrapt wordt dient eveneens gedurende vijftien dagen een bericht ter Griffie aangeplakt. In spoedeisende gevallen, kan de waarde voorloopig uit de noteering worden weggelaten.

ART. 39.

Opdat de titels eener vennootschap genoteerd kunnen worden, wordt vereischt :

1° Dat het kapitaal der vennootschap volgens de nominale waarde der titels, ten minste een millioen frank bedrage.

Bij gebreke aan nominale waarde der titels, moet uit de laatste twee balansen over gansch een jaar het bestaan blijken van een maatschappelijk vermogen van ten minste een millioen frank;

2° Dat de vennootschap de balansen van ten minste twee dienstjaren van twaalf maand bekendgemaakt hebbe;

3° Qu'il ait été satisfait aux exigences des articles 36 et 82 de la loi sur les sociétés, de l'article 174 de cette loi, s'il s'agit d'une société étrangère;

4° Que la société prenne l'engagement de faire parvenir au Greffe de la Bourse, pendant toute la durée sociale:

1. Deux exemplaires du procès-verbal de toutes les assemblées générales de la société;

2. Tel nombre d'exemplaires des statuts dans leur dernière forme, qui sera fixé par le Comité de la Cote.

La brochure sera remplacée lors de toute modification des statuts et chaque exemplaire sera signé et daté par les administrateurs;

3. Le nombre fixé d'exemplaires de la liste des tirages des titres remboursables, contenant un exposé de la situation actuelle par récapitulation générale des titres antérieurement amortis qui n'ont pas été présentés au remboursement.

ART. 40.

Pour toute inscription à la Cote, le Comité doit être renseigné dans la mesure qu'il juge utile, par une déclaration signée au sujet des frais de publicité, annonces, gratifications, commissions qui ont été alloués ou promis en vue de l'émission ou de la vente des titres.

ART. 41.

Le Comité apprécie souverainement si les renseignements donnés sont suffisants et si la personne qui les donne est qualifiée pour en assurer la sincérité. Il peut exiger la production de

3° Dat voldaan werd aan de eischen gesteld door de artikelen 36 en 82 der wet op de vennootschappen en door artikel 174 dezer wet, in geval het eene buitenlandsche vennootschap geldt;

4° Dat de vennootschap zich verbind gedurende gansch haar maatschappelijk bestaan, aan de griffie der Beurs te doen toekomen :

1. Twee exemplaren van het proces-verbaal van elke algemeene vergadering der vennootschap;

2. Het door het comiteit der Beurs-noteering te bepalen aantal exemplaren in hun jongsten vorm.

Bij elke wijziging der statuten moet de brochure vervangen worden en elk exemplaar moet door de beheerders gedagteekend en onderteekend zijn;

3. Het bepaalde aantal exemplaren van de trekkingslijst der uitkeerbare titels met eene algemeen overzichtelijke uiteenzetting van den tegenwoordigen staat der vroeger afgeloste titels die niet ter uitbetaling werden aangeboden.

ART. 40.

Voor elke inschrijving ter Beurs-noteering dienen aan het comiteit, bij ondergeteekende opgave, alle door dit comiteit noodig geachte inlichtingen te worden verstrekt betreffende de met het oog op de uitgifte of den verkoop der titels toegestane of toegezegde kosten voor publiciteit, aankondigingen, toelagen en commissieloonen.

ART. 41.

Het comiteit beoordeelt oppermachtig of de verstrekte inlichtingen kunnen volstaan en of de persoon die ze geeft, bevoegd is om voor de echtheid ervan in te staan. Het kan de overlegging eischen

tout document ou renseignement qu'il estime nécessaire.

ART. 42.

Le Comité de la Cote a le droit d'insérer d'office à la cote, par mesure d'intérêt général, des titres dont l'inscription n'est pas demandée ou ne pourrait l'être. Ils y figurent sous une rubrique spéciale mentionnant leur inscription d'office.

ART. 43.

Le Comité de la Cote fixe, sur la proposition de la Commission de la Bourse, le taux de courtage des agents de change.

Le Comité stipule, par un règlement d'ordre intérieur, les dispositions qu'il juge utiles à l'exécution de la présente loi en ce qui concerne la sincérité de la cote, la loyauté et la correction des opérations de bourse.

Il organise notamment un système de contrôle qui permette de vérifier si un agent s'est approprié en tout ou en partie le bénéfice d'une opération de bourse effectuée pour compte d'un donneur d'ordres.

La Commission de la Bourse doit procéder à cette vérification à la demande de tout intéressé et lui en communiquer le résultat.

Elle peut aussi procéder d'office.

Le règlement dispose si la fixation du cours moyen a lieu en tenant compte ou non du nombre de titres traités.

Les dispositions réglementaires, prévues au présent article, ne sont exécutées

van alle stukken of inlichtingen welke het wenschelijk acht.

ART. 42.

Het Comité der Beursnotering heeft het recht, in het algemeen belang, ambtshalve titels te noteren, waarvan de inschrijving niet wordt aangevraagd of niet zou kunnen aangevraagd worden. Zij worden geplaatst onder eene bijzondere rubriek, vermeldend dat hunne inschrijving ambtshalve geschiedt.

ART. 43.

Op voorstel van de Beurscommissie bepaalt het Comité der Beursnotering het bedrag van het makelaarsloon der wisselagenten. In een reglement van inwendige orde stelt het Comité de bepalingen vast, die het ter uitvoering dezer wet noodig acht wat aangaat de echtheid der Beursnotering, de betrouwbaarheid en de regelmatigheid der beursverrichtingen.

Het richt namelijk een stelsel van toezicht in, waarbij kan worden nagegaan of een agent zich niet de winst van een voor rekening van een ordergever uitgevoerde beursverrichting geheel of ten deele heeft toegeëigend.

De Commissie der Beurs moet op verzoek van ieder belanghebbende tot dit onderzoek overgaan en hem den uitslag harer bevindingen mededeelen.

Zij kan ook ambtshalve daartoe overgaan.

Het reglement bepaalt of, bij het vaststellen van den gemiddelden koers, al dan niet met het aantal verhandelde titels wordt rekening gehouden.

De bij dit artikel voorziene reglementsbepalingen zijn slechts uitvoerbaar

loires qu'après leur approbation par le Ministre des Finances.

ART. 44.

L'agent convaincu de s'être approprié en tout ou en partie, le bénéfice d'une opération faite pour compte d'un donneur d'ordres sera suspendu, et, en cas de récidive, rayé du tableau.

CHAPITRE III.

DU GREFFE.

ART. 45.

Après de chaque Bourse il est nommé, par le Ministre des Finances, sur présentation par la Commission de la Bourse, un Greffier chargé de la réception des bulletins de contrats, des bulletins d'offres et de l'inscription à la cote des cours qui en résultent. Il conserve et classe tous les documents qui intéressent l'exécution de la présente loi.

Le Greffier choisit et révoque ses employés.

ART. 46.

Les bulletins de vente, d'achat, d'offre, déposés en Bourse, sont conservés au Greffe pendant quarante jours au moins.

ART. 47.

Il est établi dans toute Bourse, par les soins du Greffier, une salle de renseignements accessible au public où sont communiqués :

1° La collection de la cote des Bourses du pays;

nadat zij door den Minister van Financiën goedgekeurd zijn.

ART. 44.

Wanneer gebleken is dat een agent zich de winst van eene voor rekening van een ordergever uitgevoerde verrichting geheel of ten deele heeft toegeëigend, wordt hij geschorst en, bij herhaling, van de lijst geschrapt.

HOOFDSTUK III.

DE GRIFFIE.

ART. 45.

Bij elke Beurs wordt door den Minister van Financiën, op voordracht van de Beurscommissie, een Griffier benoemd, die belast is met het in ontvangst nemen van de bulletijns van overeenkomst, des bulletijns van aanbod, en met het daaruit voortvloeiend noteeren der koersen. Hij bewaart en rangschikt alle stukken in verband met de uitvoering dezer wet. De Griffier kiest en ontslaat zijne bedienden.

ART. 46.

De ter Beurze gedeponeerde bulletijns van koop, verkoop en aanbod worden gedurende ten minste veertig dagen ter Griffie bewaard.

ART. 47.

In elke Beurs wordt, door de zorgen van den Griffier eene zaal voor inlichtingen ter beschikking gesteld van het publiek, waar inzage te bekomen is van :

1° De verzameling der Beursnoteringen van het land;

2° Le tableau des agents de change inscrits aux Bourses de fonds publics, tel qu'il est composé au moment de l'affichage;

3° La collection des annexes du *Moniteur*;

4° Les brochures contenant dans leur dernière forme les statuts des sociétés dont les titres figurent à la cote;

5° Les comptes rendus des assemblées générales de ces sociétés;

6° Tous autres documents que le Comité de la Cote ou la Commission de la Bourse estimeraient utiles de communiquer au public.

ART. 48.

Tous les documents concernant une même valeur sont réunis en dossier. Ce dossier peut être communiqué sans déplacement à tout intéressé sur demande, à l'exception des pièces qui auraient été déposées au greffe avec la mention « non communicable » signée et datée par un délégué du Comité de la Cote ou par un délégué de la Commission de la Bourse. Cette mention ne peut être apposée qu'à la suite d'une décision du comité ou de la commission.

SECTION III.

Dispositions transitoires.

ART. 49.

Les agents de change belges inscrits au moment de la publication de la loi, sont maintenus d'office au tableau de la Bourse, dans le ressort de laquelle ils sont établis, sans être astreints de

2° De lijst van de bij de Beurzen voor openbare fondsen ingeschreven wisselagenten, zooals die lijst op het oogenblik der aanplakking is samengesteld;

3° De verzameling der bijlagen bij het Staatsblad;

4° De brochures die de statuten bevatten in hun jongsten vorm, van de vennootschappen waarvan de titels ter Beurze genoteerd zijn;

5° De verslagen van de algemeene vergaderingen dezer vennootschappen;

6° Alle andere stukken die het Comité der Beursnotering of de Beurscommissie aan het publiek meenen te moeten mededeelen.

ART. 48.

Alle stukken die op eene zelfde waarde betrekking hebben worden in een bundel vereenigd. Die bundel kan ter plaatse aan elken belanghebbende die zulks vraagt ter inzage gegeven worden, met uitzondering van de ter griffie gedeponeerde stukken waarop de melding voorkomt « mag niet medegedeeld worden » ondertekend en gedagteekend door een afgevaardigde van het Comité der Beursnotering of door een afgevaardigde der Beurscommissie. Slechts wanneer het Comité of de Commissie zulks beslist, mag die melding op een stuk worden geplaatst.

AFDEELING III.

Overgangsbepalingen.

ART. 49.

De belgische wisselagenten die ingeschreven zijn op het oogenblik van de bekendmaking der wet, blijven ambtshalve ingeschreven op de lijst der Beurs binnen het gebied waarin zij gevestigd

satisfaire aux conditions énoncées à l'article 2, sauf en ce qui concerne le cautionnement et l'obligation des déclarations à faire par les représentants de société.

Les agents de change étrangers, les gérants et administrateurs qui ne répondent pas aux conditions indiquées à l'article 2, et qui étaient inscrits au moment de la publication de la présente loi, ne sont maintenus au tableau de la Bourse à laquelle ils opèrent, que moyennant l'autorisation de la Commission de la Bourse donnée à la majorité des deux tiers des membres en fonctions.

ART. 50.

Est abrogé, l'article 63 de la loi du 30 décembre 1867, modifiée par la loi du 11 juin 1883.

ART. 51.

Est abrogée également, du jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, la loi du 4 mars 1919, réglant les Bourses de change et de fonds publics.

ART. 52.

La présente loi entre en vigueur six mois après sa publication au *Moniteur*. Jusqu'à cette date, il ne peut être statué sur l'admission de nouveaux agents de change.

Donné à Bruxelles, le 22 janvier 1924.

zijn, zonder dat zij verplicht zijn aan de bij artikel 2 vermelde voorwaarden te voldoen, behoudens wat betreft de borgstelling en de verplichting der verklaringen af te leggen door de vertegenwoordigers van vennootschappen.

De vreemde wisselagenten, de zaakvoerders en de beheerders die aan de bij artikel 2 vastgestelde bepalingen niet voldoen, en die op het oogenblik van de bekendmaking der wet ingeschreven waren, blijven slechts op de lijst der Beurs waar zij optreden, indien de Beurse commissie hun daartoe bij meerderheid van de twee derde der fungerende leden machtiging verleent.

ART. 50.

Artikel 63 der wet van 30 December 1867 gewijzigd bij de wet van 11 Juni 1883 vervalt.

ART. 51.

Op den dag van het in werking treden dezer wet vervalt insgelijks de wet van 4 Maart 1919 tot regeling der openbare fondsen- en Wisselbeurzen.

ART. 52.

Deze wet wordt van kracht zes maanden na hare bekendmaking in het *Staatsblad*. Tot op dien datum kan over het aannemen van nieuwe wisselagenten niet worden beslist.

Gegeven te Brussel, den 22^e januari 1924.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën.*

G. THEUNIS.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

F. MASSON.